

L'ARME

SUPPLEMENT A "ALARME"

DE LA CRITIQUE ...

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

SOMMAIRE

_ REVOLUTION! POLITIQUE OU SOCIALE?

**_ BROUILLON THEORIQUE
ET CLARTE REVOLUTIONNAIRE**

**_ LA REVOLUTION CONTRE
LE SYNDICALISME**

**_ GUERRE ET DEFAITISME
REVOLUTIONNAIRE**

_ DEUX VERIFICATIONS NEGATIVES

(CRISE DE SURPRODUCTION ET GUERRE- RECONSTRUCTION- GUERRE)

Nous avons décidé de faire paraître une nouvelle publication comme supplément à Alarme. Nous n'avons jusqu'à présent jamais voulu prendre nos désirs pour la réalité, notre volonté ne pouvant pas ignorer et dépasser les conditions matérielles qui conditionnent notre activité.

L'Arme de la Critique nous permet la republication de textes inconnus pour la plupart, publiés dans les anciennes séries d'Alarma en espagnol. Nous pourrions également nous étendre d'avantage sur certains sujets et préciser nos positions par rapport à ce que d'autres organisations, qui prétendent à tort ou à raison, faire partie du mouvement ouvrier, avancent et préconisent.

Cette revue ne remplace aucunement Alarme, elle en est un complément nécessaire. Cependant elle ne vient pas combler les désirs polémistes insatisfaits d'un petit cercle restreint de groupes. Notre critique, comme toujours, visera l'ensemble de ce qui nous paraît être un obstacle pour la consolidation d'une praxis de classe dirigée contre le vieux monde. Passer de l'arme de la critique à la critique par les armes est notre but. Seul un mouvement révolutionnaire dirigé par le prolétariat international est à même de la mener à bien. Nous y contribuerons.

Ferment Ouvrier Révolutionnaire.

Ecrivez-nous
Prenez contact avec nous !
Militez pour la révolution
socialiste !

lisez "ALARME" !

Pour toute correspondance:

ALARME BP 329
75624 Paris cedex 13

Abonnement : Alarme
1 an ... 4 n° ... 20f
L'Arme de la Critique
1 an ... 2 n° ... 30f

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de
ALARME CCP n° 151628 U Paris

Dépôt légal 1er trimestre 85

Directeur de la publication
P. Maréchal

Commission par.n°61890

Révolution! politique ou sociale?

Si nous prenions la totalité des partis, des tendances, des organisations, des groupes, des fractions, qui se revendiquent, frauduleusement ou sincèrement du communisme, et nous leur demandions ce que signifie le terme qu'ils revendiquent, ils seraient somme toute capables, soit spontanément, soit poussés à bout par des questions incessantes, de répondre ou d'avouer : un monde sans classes, sans Etat, sans frontières, sans travail salarié, bref, sans exploitation de l'homme par l'homme.

Ceci étant, la grande majorité de ces Partis, organisations etc..., sont en fait les défenseurs du capitalisme d'Etat contre le prolétariat et sa potentialité subversive. Ce qu'ils présentent comme socialisme à Etat ouvrier sain ou dégénéré, n'est que le règne du mépris, du mensonge généralisé, et de l'esclavage salarial. Le prolétariat qui y est supposé jouir des avantages d'une économie planifiée subit des conditions de vie plus que pitoyables, et sa force de travail il ne peut la vendre qu'au seul grand propriétaire et administrateur du capital, l'ETAT. Alors gare aux velléités subversives ! Marche ou crève tel est le lot quotidien du "paradis prolétarien". Là bas comme partout la révolution prolétarienne est nécessaire, et celle-ci sera sociale et non seulement politique, parce que son infrastructure est la même que dans les pays communément reconnus comme capitalistes. Dire, affirmer qu'elle devra être sociale est d'une importance primordiale si l'on ne veut pas faire en dernière instance et en première, le jeu des défenseurs du capital sous sa forme la plus achevée, c'est-à-dire la plus concentrée et centralisée.

" Il n'y a pas à perfectionner, mais à supprimer l'Etat, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante pour garantir son exploitation et maintenir dans la soumission ses exploités. Or, c'est un mauvais système pour détruire quelque chose que de commencer par le fortifier. Et ce serait augmenter la force de résistance de l'Etat que de favoriser l'accaparement par lui des moyens de production, c'est-à-dire de domination. Ne voyons-nous pas les ouvriers des industries d'Etat courbés, com-

parativement aux autres sous un joug plus pénible à secouer ? "

(Gabriel Deville, 1883, in aperçu du socialisme scientifique).

Or, lors de la première tentative écoutée de révolution socialiste mondiale initiée en Russie avec les bolcheviks comme catalyseur de cette immense étincelle qui ébranla le monde, la contre-révolution se consolida précisément, entre autre, par l'accaparement des moyens de production par l'Etat ; un Etat alimenté par la plus-value extorquée de la force de travail d'un prolétariat vaincu et dont la seule tâche sera désormais de servir la planification marchande à coup de batailles de la productivité.

Il nous semble donc nécessaire maintenant de montrer que contrairement à l'idée la plus répandue, l'attaque du travail salarié et son abolition ne peuvent attendre la prise du pouvoir au niveau presque mondial par le prolétariat. Cela ne signifie pas, loin de là, que le socialisme soit possible dans un seul pays. Essayons de nous en expliquer.

Le système d'exploitation capitaliste se distingue en partie des systèmes d'exploitation antérieurs par le fait que sa domination par nations interposées est aujourd'hui mondiale. Son mode de production et sa propre dynamique le conduisaient à s'imposer et à régner en maître absolu sur la totalité du globe. C'est pour cela même que sa destruction par le prolétariat, force également mondiale puisqu'il est de par sa nature intrinsèque dans le processus de production l'antithèse du capital, ne peut être et ne sera que mondiale. D'où l'insistance de tous les révolutionnaires du passé et du présent sur les besoins vitaux de l'internationalisation des luttes du prolétariat et de la révolution. Sans cette internationalisation pas de salut possible pour le communisme. Bien que ce qui force est de constater que c'est loin d'être suffisant. Car ce qui est primordial de définir maintenant, à la lumière des expériences passées et des possibilités actuelles, c'est la base sur laquelle le pouvoir prolétarien va et doit s'étendre à l'échelle mondiale. Nous devons définir la nature de

la révolution à l'endroit où elle surgira, si elle surgit. Doit-elle être politique dans l'attente de l'internationalisation du pouvoir prolétarien, ou bien doit-elle être sociale et se généraliser sur cette base ? C'est à cela que nous devons répondre de la manière la plus claire et la moins équivoque possible.

La vague révolutionnaire de 1917 à 1937 ayant été écrasée non par la bourgeoisie elle-même en tant que propriétaire individuelle des moyens de production, mais principalement par le pouvoir contre-révolutionnaire stalinien, tout ce qui représentait un tant soi peu le souffle initial du mouvement révolutionnaire russe fut tronqué, déformé à satiété en faveur d'un système qui n'avait plus de raison d'être : le capitalisme mondial. S'il est vrai que les jalons de la défaite sont des promesses de victoire, il faut tout de même que ceux qui aspirent à la victoire réfléchissent sur les raisons des défaites antérieures pour ne pas reproduire les erreurs du passé, ou appliquer des méthodes qui pourraient se révéler catastrophiques de par les changements de la situation.

La confusion semée soit directement par la contre-révolution russe, soit par la non-compréhension de ce qui se passait de la part des révolutionnaires de l'époque, persiste encore au sein des groupes et des tendances révolutionnaires de maintenant. En effet, la révolution russe n'a été qu'une révolution permanente et n'est jamais passée au stade socialiste. Au nom de conditions objectives considérées par tous les marxistes de 17 comme insuffisantes en Russie, le prolétariat devait réaliser les tâches que la bourgeoisie avait été, et était incapable d'accomplir, les liant sans solution de continuité avec les tâches socialistes rendues possibles par l'éclatement de la révolution considérée comme imminente dans les pays industriellement avancés : tel était grosso modo ce que prétendaient réaliser les bolchéviques à la veille d'Octobre, s'affrontant sans concessions sur ce thème aux "marxistes" mencheviques et autres qui n'entrevoyaient (textes de Marx comme scapulaire) que la possibilité d'une révolution bourgeoise. Mais l'économie russe n'a jamais cessé d'être capitaliste. Seule la propriété avait changée de mains, et elle allait bientôt passer faute d'avancée révolutionnaire uniquement entre celles qui allaient user et abuser de la plus-value et donc de l'exploitation d'un prolétariat dépossédé de tout. Le fait que la révolution en Russie avait été prolétarienne en déboussa plus d'un, y compris ceux qui relativement tôt parlèrent

de capitalisme d'Etat, sans d'ailleurs pouvoir appréhender toute la nocivité de ce dernier. A ce propos la lecture du livre de Ciliga "au pays du mensonge déconcertant", en particulier les chapitres "vie politique en prison" et suivants, est assez édifiante, entre autre pour couper le sifflet à tous les révoltés de salons (anti-bolcheviks par principe) qui pensent révolutionner le monde avec quatre idées conservées sous cellophane stérilisé. Mais enfin passons, ce n'est pas le sujet.

Lorsque Staline proclama que le socialisme était possible dans un seul pays, il ne visait qu'à consolider dans ses propres frontières au début, le système que lui livrait le non-aboutissement de la révolution socialiste mondiale. En un mot, ni les bolcheviques, ni par la suite le contre-révolutionnaire pouvoir stalinien, n'ont fait de socialisme dans un seul pays. Staline en parlant de cela mentait sciemment, écrasant autour de lui tout ce qui avait encore un tant soi peu le souffle d'Octobre 17. Ceci pour dire que l'argument selon lequel attaquer le travail salarié et donc les rapports de production capitalistes avant même la prise du pouvoir par le prolétariat à l'échelle mondiale ou presque, c'est oeuvrer pour le socialisme dans un seul pays et faire preuve de boukharinisme, ou pire de stalinisme, ne tient pas debout. Ce serait ne pas avoir compris ce que fut le stalinisme en octroyant à ce dernier un objectif qui ne correspond pas, loin s'en faut, à ce qu'il fut, le bourreau le plus déterminé du communisme et de ses défenseurs. Mais enfin continuons.

Notre propos n'est pas ici de savoir si à l'époque l'idée d'une révolution permanente était ou non défendable, car de toutes les façons si la révolution s'était étendue victorieusement à d'autres pays, la question ne se poserait sûrement même pas. Mais aujourd'hui, la révolution ayant échoué, et préparant la prochaine, la question est tout autre et à coup sûr beaucoup plus tranchée. Nombreux sont ceux qui s'accordent à dire, même dans certains courants qui n'ont plus rien à voir avec le communisme comme les trotskistes, que les conditions matérielles objectives sont mûres. Mûres, oui, mais pour quoi faire ? Entrons dans le vif du sujet. Révolution politique ou révolution sociale ?

"Ceux qui font des révolution à moitié creusent leurs propres tombes" disait St Just. Les partisans de la première hypothèse creusent en effet leur propre tombe s'ils énoncent leur position sans arrière-pensée, et creusent volontaire-

ment celle de la révolution dans le cas contraire, au nom des sempiternelles étapes nécessaires, dont on ne connaît même plus l'utilité puisque malgré leur raisonnement matérialiste vulgaire, les conditions objectives sont également mûres mondialement d'après eux. A moins que par mondialement ils comprennent la somme arithmétique des nations, et pourquoi pas des tribus, dont certaines eût égard à leur retard, pourraient encore, faute de révolution communiste dans les pays avancés, suivre le long chemin de leurs frères aînés. Quelle dialectique abracadabrante sacrebleu ! De toute façon dans un cas comme dans l'autre, cette position est à combattre car ses défenseurs s'ils persistent en leur idée se mettront en face du mouvement social, si mouvement révolutionnaire il y a. En effet, dire que les conditions objectives sont mûres signifie que le capitalisme a forgé plus que les conditions sociales nécessaires pour que le prolétariat le détruise de fond en comble donnant vie par sa propre négation de classe, à la seule société humaine possible : LE COMMUNISME. Or la prise du pouvoir par le prolétariat n'est pas un but en soi, ce n'est qu'un moyen que la classe possède pour accomplir certaines tâches, et qu'il devra obligatoirement utiliser ; cela était vrai avant et l'est encore aujourd'hui. Critiquer la conception de révolution permanente n'est juste qu'à condition de ne pas maintenir une position qui par son statisme est encore pire que la précédente. Cette dernière tenait au moins compte du mouvement et était profondément dialectique (tant dans son essence théorique que dans sa tentative de mise en pratique). Mais les tenants de la révolution politique internationale, considérée comme objectif majeur afin de pouvoir réaliser les tâches socialistes, se gardent bien de se prononcer, ne serait-ce que sommairement, sur la période de transition. Cette période se résume pour eux aux phrases suivantes : "pouvoir des conseils ouvriers, dictature du prolétariat, Etat ouvrier etc..." Sur les réalisations sociales qu'il faut à tout prix essayer d'impulser, ils se contentent tous de dire : impossibilité de destruction des rapports de production capitaliste sous peine de se prononcer pour le socialisme dans un seul pays. Avec de telles inepties on pourrait bien se demander comment diable a bien pu se cristalliser la conception matérialiste dialectique et donc communiste du monde en plein milieu du XIXe siècle ? Ne sont-ce point les conditions matérielles d'existence d'une époque qui permettent l'apparition d'idées nouvelles

et donc révolutionnaires ? Ces idées ne proviennent-elles pas fondamentalement de l'existence et de l'activité du prolétariat lui-même ? Dès que le prolétariat s'est manifesté en tant que force indépendante ne l'a-t-il pas fait directement contre sa condition de classe exploitée, et contre la classe désireuse de maintenir cette condition ? Bien qu'à cette époque il disposât de conditions matérielles moins favorables qu'aujourd'hui pour le triomphe de sa totale émancipation, le prolétariat quand il se manifestait sur son terrain aspirait irrémédiablement à ce noble objectif, et les révolutionnaires dignes de ce nom poussaient à l'affrontement sans tergiversation contre la bourgeoisie.

Mais revenons à nos moutons. Contrairement au siècle passé, les conditions sont archi-mûres au niveau mondial, de sorte que la seule issue pour la classe exploitée et pour l'humanité passe par la société sans classes. Si elles sont mûres le prolétariat n'a pas à les créer. Il doit et ne peut donc que s'attaquer aux rapports de production capitaliste afin de les détruire, et ce quelque soit l'endroit où il s'insurgera. Cela n'est point utopique. Le contraire par contre le serait totalement dans une perspective socialiste, à moins de croire en l'infailibilité de l'être humain et prétendre qu'il ne peut être corrompu. Il est utile de rappeler ici l'ABC du communisme. Ce sont les rapports de production qui déterminent les relations sociales, et non l'inverse. Renier cela dans la pratique, c'est tomber tête baissée dans le plus vulgaire des idéalismes. C'est pour cela que nous affirmons que toute "révolution" qui se cantonnerait sur le terrain purement politique (prise du pouvoir par le prolétariat) dégénérerait très rapidement, aboutissant inévitablement au capitalisme d'Etat. Aucun pouvoir prolétarien, pour aussi pur qu'il soit ne peut se maintenir sans réalisations sociales communistes, ou plus exactement, un pouvoir ne peut être vraiment ouvrier aujourd'hui que si le prolétariat agit en force indépendante contre tout ce qui représente l'exploitation de l'homme par l'homme, et donc contre le capitalisme en tant que système social. On ne voit d'ailleurs pas ce qu'il pourrait faire d'autre s'il s'insurge en tant que classe décidée et consciente de ses intérêts et de ceux de l'humanité dans son ensemble. N'oublions pas que le prolétariat est historiquement la classe révolutionnaire par excellence de par sa position dans les relations de production, et on comprend mal quel pouvoir

réel et exclusif il peut avoir sans bouleverser son rôle et sa position sociale. Au moment où le communisme est la seule alternative pour l'humanité, c'est sur cette base et sur cette base seulement qu'il est susceptible par son action de soulever l'enthousiasme de sa classe dans le monde entier. D'ailleurs mis à part l'erreur sur les nationalisations, lorsque les révolutionnaires du passé prônaient la nécessité d'une révolution en Allemagne et en Europe, ils défendaient pratiquement la nécessité d'une révolution directement socialiste, estimant que dans ces pays les conditions requises pour cet objectif étaient présentes, conditions qui d'après eux manquaient par exemple dans l'ancien empire du Tzar. Et aujourd'hui, plus d'un demi siècle plus tard, à l'ère de la robotique, du nucléaire et des voyages spatiaux, au nom d'un concept lancé par le fossoyeur numéro un de la révolution mondiale, "socialisme dans un seul pays", nous limiterions la révolution au domaine politique ? Se croyant plus intelligents que les crétins dont le psittacisme anime toute leur pensée (gauchistes actuels en général), les tenants d'une telle aberration font progresser l'histoire à reculons.

Ce qui vient d'être dit n'est point un vœux pieux ou une déclaration platonique, c'est l'orientation que devra prendre matériellement la révolution à venir, si nous voulons réellement sa victoire, et si nous voulons par conséquent avoir toutes les chances de notre côté pour qu'elle s'internationalise en supprimant les frontières. Ceci dit, nous ne sommes pas de ceux qui se forgent de beaux schémas dans leurs petites têtes à cogitations hasardeuses. En effet, malgré les gigantesques moyens techniques et scientifiques actuels, la révolution peut se trouver dans une situation contingente exécrable pouvant freiner les nécessaires réalisations socialistes nous empêchant par là-même de franchir à grands pas les limites "où tout retour en arrière soit impossible". Nous en sommes conscients, mais ce n'est pas un argument pour nous imposer des limites avant la révolution elle-même. S'il est vrai que c'est l'histoire qui nous impose les circonstances, il est tout aussi vrai que nous ne pouvons les changer qu'avec des mesures directement socialistes à moins de reconnaître au capitalisme des vertus supérieures. Auquel cas pourquoi diable lutter contre lui ?

En somme, quelque soit la situation contingente, pour que la révolution soit prolétarienne et conserve sa tendance socialiste, il faut :

" 1) Que le plus-travail pl cesse de se concentrer en une catégorie sociale, sans quoi sa distribution entre ce qui était le capital constant c et l'ex capital variable v ne peut se faire d'accord avec les intérêts de v (partie du capital C servant à payer la masse exploitée) mais d'accord avec les intérêts de la catégorie sociale qui manie pl (produit de l'exploitation). C'est la pierre angulaire de la planification.

2) Que les produits perdent le caractère de marchandises qu'ils ont sous le capitalisme ; dans le cas contraire la consommation des masses et la capitalisation se trouveront entravées par la réalisation de la plus-value sous forme monétaire ou de possessions, comme dans la société bourgeoise, favorisant le développement de couches sociales qui y sont spécialement intéressées.

3) Que l'éducation technique et la culture générale de la population travailleuse comprise dans v s'élevée. Cette condition est une conséquence de la distribution. Sans elle l'accroissement même de c et la planification se trouvent limitées par la capacité -qui représentent également des intérêts économiques- de la minorité techniquement capable. Par ailleurs c'est également une condition de l'affaiblissement et de la disparition de l'Etat.

Sans ces trois conditions, la propriété collective des moyens de production devient fictive et l'homme continue d'être séparé des instruments de travail, origine de toute société divisée en classes".

(in, les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial. 1946 G. Munis)

Ne pas comprendre cela, c'est ne pas comprendre la base matérielle sur laquelle a pu prospérer l'abjecte contre-révolution qui de la Russie se déchaîna sur le reste du monde. Désigner la Russie comme capitaliste d'Etat, et les trotskistes comme agents réactionnaires n'y change rien, puisque dans la pratique sur le thème traité, à part la "non défense inconditionnelle

de l'URSS", la Russie étant considérée comme capitaliste, la différence joue à cache-cache avec son ombre. En effet si les trotskistes défendent "les acquis de la révolution d'Octobre", c'est parce que selon eux, vaille que vaille, la planification socialiste existe, ce qu'il faut combattre c'est le boulet qu'elle traîne à ses pieds, cette fameuse excroissance bureaucratique. Comme si le pouvoir politique et l'économie pouvaient se déplacer dans des directions opposées. Conclusion pour eux, ce qu'il faut en Russie, c'est une révolution politique (prise effective du pouvoir par le prolétariat), ramenant le politique et l'économique dans les bras l'un de l'autre. Les trotskistes, que nous critiquons, combattons et dénonçons aussi comme une force réactionnaire, ont le mérite d'être logiques avec eux-mêmes. Nous savons au moins à quoi nous attendre si par malheur ils prenaient le pouvoir quelque part : à un capitalisme d'Etat distillant la même planification "socialiste" et assénant les mêmes coups de fouets sur un prolétariat contraint de participer à la bataille de la production en tant que classe exploitée. Et il se trouvera bien alors un trotskiste déçu pour y voir une bonne petite excroissance bureaucratique de derrière les fagots.

Quant aux tendances (Battaglia communista, CWO, CCI etc...) dont la haine viscérale du trotskisme remonte à sa naissance ; dont le programme n'est qu'une somme d'évidences plus ou moins assimilées sur tous les aspects politiques (Parti, conseils et un petit etc.), et qui soit ne se définissent pas clairement sur l'orientation sociale que doit prendre la révolution, soit affirment qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat celui-ci continuera malheureusement à être exploité jusqu'à mondialisation de la conquête du pouvoir, nous ne leur reconnaissons aucune différence sur ce point avec le trotskisme tant critiqué. Car ne serait-ce que dans le cas d'une très hypothétique révolution prolétarienne initiée en Russie, mis à part la différence de vue sur la nature de la planification existante, la révolution serait également politique dans l'attente de la prise du pouvoir au niveau presque mondial. Décidément, sur ce thème comme sur bien d'autres (il n'y a pas en fait de positions plus ou moins bonnes, mais une conception globale bonne ou mauvaise) le mouvement historique et la dialectique qui aide à le comprendre et à le transformer, sont utilisés comme une massue qui retombe en fin de compte sur le prolétariat lui-même.

De même que la lutte quotidienne du prolétariat luttant sur son propre terrain brise les séparations entre économique et politique, la révolution elle-même ne peut être que sociale (politique et économique à la fois). C'est la seule révolution totale de l'histoire de l'humanité où une classe ne peut s'affirmer que pour mieux se détruire en balayant les classes sociales dans leur ensemble. C'est pour cela que nous avons réfuté l'idée réactionnaire d'une simple révolution politique, estimant qu'elle accentuait les innombrables dangers que tout mouvement porte en son sein. Et ce qui est pire qu'elle en ajoutait avant même qu'un mouvement révolutionnaire d'envergure ne se produise. En effet un Etat ouvrier ne peut de toute manière se maintenir puis dépérir si la révolution internationale n'éclate pas. Donc le socialisme ne peut être établi dans un seul pays, et cela quelque soit la nature de la révolution (politique ou sociale). Mais c'est là où la pensée doctrinale et dogmatique de la plus grande partie des courants dits ultra-gauche est hermétique aux expériences prolétariennes qui eurent lieu après l'échec de la révolution en Allemagne. Nous faisons bien évidemment allusion à la révolution espagnole de 1936-37. S'il est vrai que le prolétariat en Espagne n'a pas centralisé le pouvoir (politique, économique, militaire et social) qu'il a eu entre ses mains le 19 juillet 36, il n'en est pas moins vrai qu'une fois insurgé et les armes à la main il a exproprié de lui-même les propriétaires des moyens de production et ce dans la zone dite républicaine sans les abandonner illico entre les mains d'un front populaire lui-même totalement sonné par l'élan irrésistible d'un prolétariat luttant non pas uniquement contre les troupes de Mola-Franco, mais contre sa condition de prolétaire. Du haut de leur prétention d'avant-garde éclairée (sic !) tous ceux qui nient la révolution en Espagne peuvent bien ricaner en amalgamant collectivité et auto-gestion, mouvement authentiquement communiste et lutte anti-fasciste, guerre civile de classe et guerre impérialiste, malgré les critiques nécessaires à faire, le prolétariat en Espagne a montré avant tout qu'en s'insurgeant il remettait directement en cause l'exploitation de classe malgré toutes les inepties ou crapuleries versées à torrent par les partis ou organisations qui prétendaient le représenter (PC, CNT, FAI, POUM, PS, UGT) ., et qui ont maintes fois tremblé devant ce prolétariat décidé. (sur ce thème cf le numéro 1 de l'Arme de la critique).

(*) Battaglia, CWO C/O l'herbe rouge
BIPR, en France Ibis rue d'Alésia
75014 Paris

Pour conclure nous ajouterons que la suppression des rapports capitalistes de production n'équivaut nullement au socialisme (ou communisme c'est pareil) mais uniquement -et dans tout cela nous supposons une destruction effectuée par la classe ouvrière elle-même- à un pas vers le socialisme. Mais ce pas affirmons-nous, doit être franchi le plus rapidement possible. C'est-à-dire que, même isolée, la classe ouvrière qui aura fait triompher la révolution au niveau d'un seul pays -et même au cours de la bataille- devra éliminer les bases économiques des classes et ne pourra réaliser que cela si elle ne veut pas continuer à être une classe exploitée. C'est à cela que les révolutionnaires doivent se préparer : se préparer à pousser en avant le prolétariat dans sa tâche sinon ils se condamnent à n'être que des freins, ou pire, des obstacles dans la marche du prolétariat en révolution. Sans cette attaque des rapports de production en vue de leur abolition la plus rapide possible,

la révolution pourrait sur place. Enfin, ce pourrissement verrait se hausser une contre-révolution masquée et interne aux organismes mêmes de la dictature prolétarienne, et l'expérience de l'échec de la révolution russe, avec cette rupture non-évidente entre révolution et contre-révolution se reproduirait cette fois avec des conséquences incalculables pour l'avenir de l'humanité.

" Seule la disparition de la loi mercantile de la valeur, basée tout entière sur le travail salarié, amènera l'extinction de l'Etat. Faute de s'orienter vers cette disparition dès les premiers jours de la révolution, l'Etat se transforme rapidement en organisateur de la contre-révolution".

(in Pour un second manifeste communiste. F.O.R.)



Les premières barricades.

Quant à nous, citoyens de Paris, nous avons la mission d'accomplir la Révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'histoire.

Nous avons le devoir de lutter et de vaincre.

19 avril 1871.

LA COMMUNE DE PARIS

Brouillon théorique et clarté révolutionnaire

L'article publié par J. Allen dans "Internationalism" n'est pas une critique de la brochure "les syndicats contre la révolution". Tout au plus il argumente ce qu'il peut sur ce que son auteur croit avoir compris de sa lecture et d'autres idées anciennes définies par le mouvement ouvrier. La réponse est donc superflue d'un point de vue théorique. Il suffirait de proclamer : ne se réfère pas à ce qui est écrit pour que tout lecteur averti vérifie, en confrontant les textes respectifs, qu'il n'existe aucune relation entre ce qui est critiqué et la soi-disant critique. Cependant il faut répliquer, non seulement en essayant d'éliminer le langage de sourd dans la discussion, mais également en éclaircissant certains points plus que troubles dans ce qui est exposé par la camarade Judith Allen.

La camarade a entrepris sa critique parce que dans mon travail elle ne trouve pas "une analyse développée des motifs de la transformation historique des syndicats", "à peine une base imprécise". Plus qu'une critique, elle veut présenter "une explication plus complète", sans "empirisme", ni "erreurs sur les causes de la transformation définitive des syndicats". Tout d'abord il faut localiser cette explication. Elle commence ainsi, troisième paragraphe: "Les bases fondamentales du syndicalisme moderne sont apparues dans tous les pays industrialisés comme réponse de la classe ouvrière aux conditions du capitalisme au XIXe siècle". Certes, mais cela est beaucoup mieux exposé et raisonné dans la partie de la brochure écrite par Benjamin Péret, et n'a rien à voir avec ce dont on discute. La camarade Allen ajoute aussitôt : "donc, le réformisme avait une base matérielle concrète dans la capacité qu'avait le capitalisme de concéder à la classe ouvrière des avantages croissants, proportionnellement relatifs à l'accroissement de la capacité productive. Le mouvement syndicaliste était fondamentalement consacré à des fins réformistes, et tant que le capitalisme était capable de concéder des réformes, les idées révolutionnaires étaient minoritaires".

Que la camarade Allen excuse la brusquerie avec laquelle je me vois obligé de lui dire que cela n'est pas le début d'une explication, mais l'introduction à un casse-tête théorique. Avec elle, nombreux sont les révolutionnaires pour qui concessions du capitalisme au prolétariat et réformisme sont une et même chose. Qu'ils prennent la peine de lire ou relire "réforme ou révolution" de Rosa Luxembourg. Quand un révolutionnaire emploie le mot réformisme il ne doit le faire qu'avec l'acceptation qu'il a acquis avec

Berstein, Hilferding et compagnie, à savoir, la prétendue possibilité pour la classe ouvrière de modifier évolutivement et légalement la structure capitaliste jusqu'à l'aboutissement du socialisme. Le capitalisme n'est pas et n'a jamais été réformiste comme l'assure la camarade Allen. Son aptitude à se transformer et à concéder au prolétariat est congénitale au système, elle est inscrite dans le rapport social capital-salariat. Consultez ce pauvre et ignoré Karl Marx. Employé comme le font Allen et beaucoup d'autres, il faudrait considérer comme réformiste toute amélioration consentie par le capital, de plein gré ou contraint ; le capitalisme lui-même en tant que système serait ou aurait été un système réformiste au sens strict, celui de Berstein. Et poursuivant jusqu'au bout la logique en mouvement de cette identification, ceux qui l'incorporent à leurs notions, même par inadvertance, sont pris dans le réformisme. Pour insister sur cela, relisons ce qu'a écrit avec un propos si profond la camarade d'Internationalism : "contrairement à l'affirmation de Munis, selon laquelle les syndicats ont abandonné leur fonction réformiste en adoptant une position réactionnaire, c'est en fait le réformisme même qui est devenu réactionnaire au sein du capitalisme actuel. L'ensemble du programme réformiste a cessé d'être valable et ne peut plus servir que comme diversion... etc (paragraphe 14).

Le programme réformiste est devenu réactionnaire, il a cessé d'être valable. Il a donc été valable et non réactionnaire dans la conception de notre ou nos critiques. Il y a chez eux un penchant réformiste rétro-actif susceptible de devenir actif et actuel, si sous quelque prétexte ils arrivaient à se convaincre que le capitalisme aujourd'hui arrive à faire des concessions à ses exploités. C'est à cela qu'aboutit ce mélange théorique inadmissible entre améliorations de la classe ouvrière au sein du capitalisme et conception réformiste de la lutte ouvrière. Cette dernière n'était pas "le pire aspect du réformisme" mais son seul aspect, et ni elle ni les concessions faites au prolétariat n'ont jamais eu le caractère nécessaire que leur attribue J. Allen pour tout le siècle antérieur, et encore moins une signification révolutionnaire. Il est difficile, par conséquent, qu'ils l'aient perdu. Les syndicats n'ont pas pu non plus abandonner une position réformiste qu'ils n'eurent jamais, contrairement à l'opinion que nous impute la camarade nommée ci-dessus. Ceci est dit plus d'une fois dans "les syndicats contre la révolution", en commençant par le texte de Péret.

Selon sa conception, le réformisme est toute une époque du capitalisme et du mouvement ou-

vrier en son sein, et elle est si incontestable que "les idées révolutionnaires étaient minoritaires". Comment expliquer alors que malgré tout il s'agissait d'une minorité beaucoup plus forte, en nombre et en qualité, que les rares groupes où elles vivent confinées et à la fois "rachitisées" à notre époque, quand la nécessité de la révolution est beaucoup plus péremptoire ? Ce fait incontestable contredit l'interprétation du capitalisme-réformisme que la camarade Allen s'est façonnée. Son mystère apparent réside, je le dis en résumant au maximum, dans le fait que durant la vague révolutionnaire antérieure, première tentative de révolution mondiale, le prolétariat fut vaincu par celles qui semblaient encore être ses propres organisations, en premier lieu par la troisième internationale au service de la contre-révolution stalinienne russe, et en aucune façon par la bourgeoisie. Se forgeant dans le capitalisme d'Etat, la consolidation de la contre-révolution russe consolida le système mondial, lui permit sa croissance d'après guerre, et comme pourboire ramollit la pensée d'une grande partie de révolutionnaires. Voilà l'origine des pires aspects de l'actualité dans chaque pays et internationalement. Mais ici je me limite à constater qu'à chaque défaite de la révolution, le capitalisme trouvera un nouveau souffle et une croissance économique, sans rapport avec sa viabilité en tant que système.

Le plus fort argument qu'ajoute la camarade Allen à sa définition incongrue le voici : "Au fur et à mesure que diminuaient les possibilités d'ouvrir de nouveaux marchés, la crise cyclique capitaliste de surproduction, se transformait en crise permanente d'un système obligé de se nourrir de sa propre destruction à une grande échelle. L'ère de la mobilisation militaire en masse, des dépenses énormes en armements, de l'Etatisme de l'économie, du souffle court de la soi-disant prospérité alors que les contradictions internes du capitalisme préparent de nouvelles et plus destructives crises et guerres, cette ère de décadence du système, met un terme à l'aptitude capitaliste de concéder d'importantes et durables réformes à la classe ouvrière, marque le début d'une période de convulsions sociales" (paragraphe 6). Et paragraphe 10, la conclusion : "Le réformisme étant une illusion dans la période de crise permanente, le rôle des syndicats consiste désormais à mobiliser la classe ouvrière derrière la bourgeoisie, en temps de paix comme en temps de guerre. Ils garantissent la subordination des demandes ouvrières au critère capitaliste d'augmentation de la productivité et de la compétition commerciale. Les syndicats

assurent au système en danger, la canalisation paisible de tout mécontentement dangereux qui menacerait de l'abattre. Les syndicats sont devenus un pilier fondamental de la perduration du capitalisme".

C'est avec cela que finit "l'explication plus complète", sans "empirisme" de la nature des syndicats. Il n'y a pas d'autre analyse. Le reste de l'article -et en grande partie aussi cela- est une pure description d'événements ou de faits consommés, mis à contribution, pas toujours avec pertinence. Enfin, presque tout ce que cite Allen est erroné, et ce qui est vrai manque de base théorique ou ne sert pas pour ce qui est discuté. Pour voir plus clair il faut réduire :

- 1 Les syndicats sont toujours réformistes ; ils n'ont pas changé.
- 2 Ce qui a changé c'est le réformisme, valable à une autre époque, il n'est plus valable et est réactionnaire aujourd'hui.
- 3 Il est réactionnaire parce que le capitalisme ne peut plus concéder d'avantages durables au prolétariat, une fois supposée sa carence actuelle de bases économiques réformistes
- 4 Enfin, le rôle réactionnaire des syndicats se limite à accrocher le prolétariat aux wagons de la bourgeoisie et à la sortir de mauvais pas (le texte dit "garantir", "assurer" à la bourgeoisie, imprécision terminologique qui dépasse la pensée de l'auteur).

Pour commencer, ce qui est dit ci-dessus donne ce contresens : absence de base économique réformiste, mais continuité réformiste des syndicats. On a lu : "les syndicats garantissent la subordination des demandes ouvrières au critère capitaliste d'augmentation de la productivité et de la concurrence". C'est-à-dire que le réformisme, selon la mixture introduite dans le mot par la camarade, existe toujours et se manifeste économiquement dans les revendications syndicales. De plus la camarade ne précise pas que l'augmentation de la productivité a toujours été la condition préalable ou la conséquence immédiate des concessions matérielles obtenues par les salariés. On ne démontre donc rien avec un tel fait qui n'est pas un argument.

En second lieu, le vrai réformisme n'a jamais été valable et a toujours été réactionnaire relativement aux nécessités et aux possibilités du prolétariat. Il n'existe plus, ses descendants ayant eux-mêmes

reconnu n'être que de "bons administrateurs des affaires capitalistes" (Léon Blum) et se déclarant en fin de compte compatibles avec le système, une de ses fractions (social-démocratie allemande, italienne, suédoise, laborisme britannique etc...). Ca n'a aucun sens, pour ne pas dire pire, de parler de réformisme, qu'on l'applique aux syndicats, aux partis dits "socialistes" ou au stalinien.

Par conséquent, pour ceux qui s'accordent avec la camarade Allen, la preuve du caractère réactionnaire des syndicats repose uniquement, exclusivement, sur l'impossibilité d'arracher des avantages stables. Cependant, c'est une simple affirmation qu'il faut confronter à la réalité, non une démonstration et encore moins une analyse théorique.

Je ne vais pas ici affirmer ou nier son exactitude, car peu importe dans les deux cas pour le problème posé. L'incompatibilité absolue des syndicats avec la révolution ne provient pas de la contingence d'avantages que l'on pourrait obtenir au sein du capitalisme, comme les raisins pour le renard de la fable. Même dans le cas contraire, se maintiennent l'incompatibilité et aussi le caractère réactionnaire d'une telle organisation. Ce qui engendre ce caractère est essentiel non accidentel, intrinsèque et non extrinsèque aux syndicats ; ce n'est pas autre chose que sa propre fonction revendicative. Ils sont directement intéressés à ce qu'il y ait quelque chose à revendiquer, chose impossible sans que le prolétariat continue indéfiniment à être prolétariat, force de travail salarié ; les syndicats représentent la pérennité de la condition de prolétaire ; vendre la force de travail à ses acheteurs est condition de son existence actuelle, en même temps que cela prépare son existence future, on le verra par la suite. Représenter la pérennité de la condition de prolétaire, c'est accepter et représenter aussi la pérennité du capital. Les deux facteurs antithétiques du système doivent être conservés pour que le syndicat réalise sa fonction. De là sa profonde nature réactionnaire, indépendamment des va-et-vient qui modifient en mal, en moins mal ou en bien, l'achat et la vente de la main d'oeuvre, entourloupette clé du système. En marge de cette analyse, ou avec une fausse analyse, on peut bien sûr constater ce que sont en pratique les syndicats, mais sans découvrir le pourquoi, ce qui est indispensable pour anéantir son pouvoir.

La gauche communiste allemande n'a pas été plus loin que la simple constatation, et la raison qu'ils avaient par rapport à Lénine et Trotsky sur ce sujet est reconnue

dans "les syndicats contre la révolution", contrairement à ce que me reproche J. Allen. La camarade, elle aussi, ne fait que constater mais sans l'excuse qu'avaient les communistes allemand, où à leur époque (1918-23) l'opposition des syndicats à la révolution (déjà vue en 1917 pendant la révolution en Russie) semblait une simple capitulation face à la bourgeoisie, une adaptation à ses intérêts. La vraie nature des syndicats apparaissait alors si imprécise que même quelques communistes de la gauche allemande, émigrés aux Etats-Unis, s'incorporèrent aux IWW, l'organisation anarcho-syndicaliste si puissante alors.

Répéter la constatation est le bagage anti-syndical de ceux qui s'accordent avec l'article d'Allen. Et la constatation, déductions tactiques mises à part, ne se distingue en rien d'important avec l'appréciation bolchévique qu'a fait sienna la IV internationale par la suite. Que les syndicats soient incompatibles avec la révolution n'est qu'une conséquence, et non la plus importante de sa propre activité comme organisme. La vente de la force de travail ouvrière, qui est sa spécificité, en fait un des piliers du système, inséparable de lui et modifiable avec lui. Mais la liaison des syndicats avec le monde de l'exploitation est beaucoup plus transcendante et dangereuse que ses plus sales accommodations avec la bourgeoisie et ses gouvernements. ceux-ci préparent jour après jour, dans nos latitudes, une autre fonction à venir, en partie à l'aveuglette, en partie délibérément, sous l'impulsion de la loi de concentration des capitaux et en relation concrète avec ce qui existe déjà dans une bonne partie du monde. En effet, à quelle bourgeoisie sont soumis les syndicats des pays où l'économie et le pouvoir politique se trouvent réunis dans l'Etat ? Tout simplement dans ces pays les syndicats ne sont plus vendeurs mais acheteurs de la force de travail prolétarienne, comme partie du dépositaire général du capital qu'est l'Etat. Le serf s'est transformé en seigneur. Leur fonction par rapport au capital variable les a mené à la co-propriété indivis du capital constant. Le parcours du capitalisme individuel et celui des syndicats se fondent et se confondent dans la centralisation suprême de l'économie et du pouvoir politique.

Tout ceci est mieux développé dans l'opuscule qui nous occupe, 'les syndicats contre la révolution'. Si quelqu'un en doute qu'il le lise ou le relise, en particulier les dernières pages, car je n'ai pas l'intention

de m'étendre ici en me citant moi-même. Ce qui est exposé me suffit pour dire à la camarade Allen : là se trouve la perspective mondiale en mouvement des syndicats comme partie du capitalisme en tant que système. Dans cette perspective doivent se cimenter la tactique et la stratégie des révolutionnaires, non dans les routinières, très incomplètes et des fois démagogiques accusations de soumission à la bourgeoisie.

De plus, il n'est même pas sérieux de dénoncer les syndicats pour leur incapacité à obtenir des améliorations qui d'avance, par principe -en réalité par article de foi- on déclare impossibles à obtenir. Le renoncement ou la hâte syndical pour l'obtention d'avantages, provient de l'absence ou de la présence, à chaque instant, de facteurs très divers, depuis la dépression ou la pression du prolétariat, jusqu'aux incidences politiques nationales et les relations inter-impérialistes.

Il est vrai que l'idéal des syndicats aujourd'hui est de revendiquer ce qui est sur le point d'être concédé par le capital, et de façon plus générale, ce qui cadre avec la programmation dirigiste. Non obstant, leur nier tout autre possibilité n'est qu'obnubilation de ceux qui ne perçoivent pas que c'est précisément parce qu'ils sont partie intégrante du monde capitaliste que les syndicats et leurs mentors politiques peuvent aller aussi loin en concessions que le nécessite ce dernier. Ils seront le truchement de ces concessions et le cas échéant ils pourraient les forcer. Par conséquent, leur mise en accusation par les révolutionnaires, quelque soit leurs revendications, quelque soit ce qu'ils obtiennent, doit être basé sur le fait que chaque jour ils rendent plus pesant le pouvoir du capital sur le travail. Le problème de la classe prolétarienne est de se mettre en condition de n'avoir rien à revendiquer, et dans le plus immédiat, d'éloigner de ses relations avec le capital ces agents du marché du travail que sont les syndicats.

Et c'est cette nature des syndicats comme futurs co-propriétaires du capital et acheteurs de la force de travail, ce qui ne pouvait être perçu clairement durant les années 20 ; à tel point que personne ne l'a prévue. La chronologie de la lutte de classe, c'est-à-dire de l'histoire, s'impose ici. On ne peut reprocher sans légèreté à Lénine et à Trotsky de n'avoir pas compris un phénomène encore à peine ébauché. Combien l'ont assimilé aujourd'hui, même parmi les nôtres ? L'échec de la révolution, sa métamorphose en contre-

révolution, a été nécessaire pour que le capitalisme en Russie, une fois rendue impossible la perspective de développement de la propriété privée, bourgeoise, s'approfondisse dans l'accumulation étatique, et pour, que les syndicats, à leur tour, rendent totalement visible tout leur contenu, et apparaissent, pour ainsi dire, à nu.

Ce processus est celui de la dégénérescence du système capitaliste dans son ensemble, et donc il n'est pas rectiligne. Il a lieu avec des hauts et des bas dans le temps et surtout dans l'espace, c'est-à-dire, dans les différents pays. S'il semble incongru à la camarade Allen que je signale la transformation de la CNT espagnole en 1936-38, deux décennies après que le syndicalisme européen ait adhéré au sanguinaire patriotisme bourgeois, qu'elle se plaigne du processus historique lui-même ; moi je ne le fabrique pas. Par contre, la CNT tomba d'un coup dans le capitalisme d'Etat moyennant le Pacte CNT-UGT, sans passer par la dégradante défense nationale, comme tout le syndicalisme des belligérants en 1914-18. Il ne reste qu'à ajouter, pour éviter une vision unilatérale à ceux qui n'ont pas lu l'opuscule en question dans cette discussion, que les syndicats sont aussi, quoi qu'en disent leurs statuts, des entités politiques dominées par des partis et des tendances plus ou moins conscientes de leur appartenance au monde du capital. Pour cela même, une tendance révolutionnaire doit aujourd'hui se montrer aussi incompatible avec les syndicats et leurs mentors politiques que ces derniers le sont avec la révolution sociale.

Je cède maintenant une fois de plus la parole à Judith Allen ;

" Que Munis n'ait pas assimilé complètement la futilité des formulations réformistes, est démontré par ses propositions touchant les revendications transitoires. Les réclamations de "réduction de la journée de travail à 5 ou 6 heures sans diminution de salaire", de "se nier à toute augmentation de la productivité qui ne revienne pas à la classe ouvrière", " de liberté complète dans les lieux de travail" sont complètement utopiques au sein du capitalisme, comme le reconnaîtra sans aucun doute Munis lui-même (...) Munis semble refuser le syndicalisme sans refuser complètement son contenu : réformisme vide, même sans se limiter à de simples revendications salariales. Prolongé hors des structures syndicales le réformisme peut être un grave obstacle au développement ultérieur de grèves sauvages. Une conscience partielle figée dans des programmes et consignes de transition, est l'instru-

ment plus facilement coopté par la bourgeoisie. Des revendications utopiques ne peuvent mobiliser la classe ouvrière sur une base de classe, en particulier lorsqu'elles sont émises par des révolutionnaires dont les analyses démontrent leur futilité". "Dans la brochure de Munis, ces réclamations apparaissent comme un pur non sequitor à la logique des arguments". (fin de citation)

La rigueur terminologique est partout une partie constitutive de la rigueur théorique. Sans elle une discussion ne peut avoir lieu, parce qu'un même mot désigne des idées différentes pour les interlocuteurs ; sans elle, on peut encore moins faire une analyse sans équivoque d'un problème. Au début de cette réponse on a vu que la terminologie de la camarade Allen est si confuse qu'elle glisse trois notions différentes dans le terme réformisme : les revendications salariales, les concessions du capitalisme et le vrai réformisme. Dans la dernière citation elle abonde encore en y ajoutant deux autres notions, le "programme de transition" et des revendications comme les nôtres. Cinq notions distinctes dans un seul réformisme inexistant aujourd'hui partout dans le monde. C'est jeter des vocables-exorcisme les uns sur les autres, et peu importe comment ils retombent.

Tout d'abord ce qu'il faut répondre à notre aimable critique c'est que Munis est loin de reconnaître que les consignes qu'elle cite soient utopiques au sein du capitalisme. Elles ont été formulées tout en sachant que dans des conditions déterminées elles pourraient être réalisées dans le système capitaliste actuel ; en sachant de plus, que dans d'autres conditions elles pourraient être utilisées avec des vues contre-révolutionnaires. Il n'y a pas de trucs qui nous mettent à l'abri de ces pièges, parce que rien, absolument rien n'est à l'abri d'une utilisation perverse. Même pas les grèves sauvages, plusieurs fois utilisées avec une finalité syndicale et même stalinienne, même pas les consignes de "révolution communiste" et "d'abolition du travail salarié", ne parlons pas des "conseils ouvriers" dans lesquels avec tant d'autres camarades Allen voit un talisman. Par contre, comme réalisations de la révolution en plein élan, les consignes en question abordent, avec d'autres non citées,

l'abolition du travail salarié par les salariés eux-mêmes. C'est dans cette direction qu'elles visent. Mais sans aucun doute il est pertinent de se rappeler Marx ici même, vue la part d'hagiologie qui apparaît comme résidu de tant de consciences révolutionnaires.

N'a-t-il pas répété que la solution du problème de la classe ouvrière doit commencer par une diminution importante de la journée de travail ? N'a-t-il pas insisté à satiété que le capitalisme est avant tout, l'extraction de plus-value ? Et que les augmentations de salaire que le capitalisme octroie, par voie syndicale ou par volonté propre proviennent d'une augmentation du produit de chaque travailleur, à qui l'on donne comme stimulant une part minuscule de son propre produit additionnel ?

Avec les cogitations de la camarade Allen -qui ne lui est pas privative répétons le- réformistes seraient aussi les grèves sauvages et n'importe laquelle de ses demandes, et réformiste serait aussi la revendication même de liberté des grévistes poursuivis. Ils ne se rendent pas compte que même une modeste revendication de salaire -vite annulée même avant d'être obtenue- a une signification diamétralement opposée selon qu'elle est obtenue par la représentation syndicalo-capitaliste ou par la grève sauvage non retournée au bercail syndical. L'importance de ces mouvements réside beaucoup plus que dans leurs revendications, dans le fait qu'ils contribuent à rompre les menottes syndicales et à restituer au prolétariat sa combativité potentiellement invincible. Aujourd'hui la défaite d'une grève anti-syndicale est préférable à n'importe quelle victoire impartie aux syndicats. Celle-ci barre la route aux luttes révolutionnaires, celle-là jalonne et consent aux travailleurs une expérience propre.

Croire que le capitalisme ne peut rien créer ni concéder une fois sa phase décadente atteinte, assumption clé de la critique antérieure, se succède d'un texte à l'autre, depuis ceux de Lénine et de Trotsky jusqu'à ceux d'internationalism et autres groupes proches ou adversaires, ceux des trotskistes actuels y compris. Et depuis lors, encore une fois les faits ont démontré le contraire. Cela a paru vrai quelques temps dans l'inter valle des deux guerres impérialistes, mais cette seconde post-guerre a donné lieu à une croissance énorme du capital et par conséquent du capital variable, c'est-à-dire de la masse salariale. Il y a eu augmentation de la consommation de chaque ouvrier, en même temps qu'une paupérisation terrible relativement à la totalité de richesse sociale. Nier cela est du pseudo-matérialisme, c'est accommoder les faits à une idée, qui devient par là-même préjugé. Mais ceux qui continuent coûte que coûte à proclamer cette négation, le font parce qu'ils

ne comprennent pas qu'il puisse y avoir soulèvement du prolétariat et révolution, sans une catastrophe économique produisant nécessairement la conscience révolutionnaire chez des millions et des millions de travailleurs affamés. Ils contemplent la révolution comme résultat du non-fonctionnement du système, au lieu de la voir comme réponse à son fonctionnement, dit de façon plus précise, à l'excès de ses caractéristiques fonctionnelles. A cause de cela, et non parce qu'il serait incapable de maintenir l'esclavage salarial à son niveau actuel, le capitalisme est un type de civilisation nocif et attentatoire au devenir immédiat de l'humanité. La décadence se manifeste en ce que ses vertus d'hier se transforment, tout comme ses défauts, en autant de plaies purulentes qui réclament le fer cautérisant de l'action prolétarienne.

Ce sont les révolutionnaires qui les premiers doivent acquérir une conscience de ce fait, afin de faire face au capitalisme, ses syndicats inclus, avec des solutions de classe, c'est-à-dire, tendant à la disparition des classes, pour chaque problème et pour l'ensemble de ces problèmes. C'est l'objectif des consignes citées par la camarade Allen et d'autres résumées ainsi : pouvoir, armes, économie au prolétariat. Non obstant, c'est important de le réitérer, même avec

ça nous ne sommes pas à l'abri d'utilisations frauduleuses (vulgo de mala leche) ni de rétorsions contre-révolutionnaires antérieures ou postérieures à la prise du pouvoir par le prolétariat. Pour nous en protéger il est nécessaire que la production de marchandises soit remplacée par la production de biens consommables par ceux qui en ont besoin, sans achat ni vente. Si la camarade Allen ou quiconque connaît un autre remède, qu'il veuille bien nous le révéler. Il s'agirait, on peut l'assurer, de magie, non de connaissance théorique.

Quant aux concessions possibles de la part du capitalisme, il suffit d'avoir vu, ou de connaître en détail un processus révolutionnaire, pour savoir qu'elles peuvent aller toujours très loin. A l'avenir, profitant de son expérience et des "visages humains" de tant de pseudo-communistes et pseudo-socialistes, il se trouvera dans des conditions de céder encore plus de terrain le cas échéant, en vue de les récupérer ensuite au double. Rien de plus élémentaire dans la lutte de classes.

Que la camarade Allen répète maintenant si elle le croit indispensable, que les consignes en question sont un non sequitor aux analyses dont elles découlent. Pour ma part je jette la plume.

article de Munis publié dans Alarma (esp)
2ème série n°26-27, 1973, en réponse
à une critique de J.Allen de "Internationalism"
(section actuelle aux USA
du CCI, dont l'adresse en France est :
Révolution Internationale, bp 581, Paris
cedex 01.



La révolution contre le syndicalisme

Le Capital, en développant le prolétariat et en s'auto-développant par accumulation élargie, a posé les bases de sa domination toujours plus fortement, et celles de sa destruction tout aussi nettement. En socialisant les relations humaines il les a détruit, vidé d'humanité au profit de la marchandise. L'échange entre les hommes n'est plus qu'un échange au moyen de marchandises, un échange marchand qui, généralisé, devient un échange entre marchandises au moyen des hommes, qui ne sont plus eux-mêmes que des marchandises productrices et véhicules d'autres marchandises.

Le refoulement de toute humanité dans les relations entre les personnes rend plus impérieux le désir et le besoin de cette humanité et rend encore plus forte la violence contenue, l'énergie de la lutte pour la libération humaine, bridée par la violence des rapports sociaux. Cette tension, mondiale libérée pour la première fois entre 1917 et 1937 est aujourd'hui encore plus aiguë de par l'échec de cette première vague révolutionnaire, produit spontané, c'est-à-dire par la nature même du capital dans la maturité de son système.

De cette période, où s'est posée pratiquement la destruction mondiale de l'exploitation et du capital, nous tirons aujourd'hui les acquis critiques, et notre orientation contre les forces et les idées qui permirent l'échec de cette vague et qui continuent d'agir aujourd'hui. De l'échec de la révolution a surgi un décalage entre les possibilités historiques de changement social et la réalité que nous vivons. L'engendrement d'un nouveau système social, communiste, seul porteur d'avenir pour l'humanité, ayant avorté, le système capitaliste est entré en décadence. De ce changement, se sont déduits le caractère néfaste voir contre-révolutionnaire de forces, structures et idées avec lesquelles il a fallu rompre.

Parmi elles, le syndicat est une pièce maîtresse dans la défense de ce système malgré son origine (les luttes ouvrières du XIX^e siècle) et sa proclamation permanente de la "défense des travailleurs". Le syndicat intègre à plusieurs titres les conséquences de la décadence. Comme organe de défense des travailleurs, comme organisation de masse, comme projet pour la société à venir.

Le syndicat a été créé comme organe de défense et de protection mutuelle des travailleurs. Il a donc défendu le salaire, lutté pour la diminution du temps de travail, contre l'emploi de jaunes pour briser les grèves, etc.

Indépendamment de son éventuelle bureaucratisation, il a été imposé comme organisme de représentation permanente des prolétaires, face aux capitalistes. A ce titre le syndicat est devenu l'organe spécialisé, l'avocat de la force de travail et le négociateur de son prix. Qu'il ait été frappé ou non de plein fouet par le réformisme (1), son activité est pratiquement restée circonscrite au cadre du capital. En effet si des syndicats particuliers ont affirmé lutter pour le communisme et l'abolition du salariat, et si ils ont développé des méthodes de lutte en accord avec une volonté d'affrontement avec le capital, en réalité aucun d'entre eux n'a posé la question du passage de la lutte quotidienne à la lutte historique de façon communiste. En effet, soit le syndicat (dans ces conceptions) représente déjà le communisme au sein de la société capitaliste, soit il laisse au parti le soin d'élaborer le passage au socialisme, ... si le Parti décide de mener réellement cette lutte.

Cette séparation fondamentale (entre lutte immédiate et historique) permet de comprendre la transformation du syndicat. La première guerre mondiale et la vague révolutionnaire consécutive exigèrent une autre attitude et posèrent pratiquement et vitalement le cauchemar de tous les réformistes, le spectre qui hante le capitalisme : le communisme. La révolution d'Octobre a ébranlé irréversiblement le monde. De la lutte quotidienne contre la guerre, par le refus des ouvriers russes (en tête les ouvriers bolchéviques) de participer aux comités d'union patriotique, a surgi la nécessité et la volonté de la prise du pouvoir par le prolétariat en armes.

Aucun syndicat ne put digérer ce fait, même parmi ceux qui refusèrent les "unions sacrées" de la guerre. Il faut cependant souligner que des syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T, minoritaires alors que la centrale appelait à l'union sacrée, s'opposèrent de façon internationaliste à la guerre, effectuant une résistance qui n'a rien à voir avec celle de la guerre

mondiale suivante. C'est d'ailleurs, en France, l'un des rares cas de la période. Celle-ci s'est caractérisée par la guerre sociale ouverte et à mort entre les deux pôles de la société. Toute notion de "lutte quotidienne", au sens de défense immédiatiste des travailleurs s'en est trouvée périmée, puisque les prolétaires démontraient clairement qu'ils ne voulaient plus être prolétaires.

La profondeur de l'ébranlement révolutionnaire a été telle que les fondements mêmes de l'existence du syndicat se sont dérobés sous ses pieds. Dès lors, où se raccrocher ? En effet, ni la dissolution pure et simple ni le passage franc et massif à la subversion ne se sont avérés possibles. Le syndicat n'a tout simplement pas été créé pour la révolution et sa pratique sur plusieurs décennies l'a enraciné profondément, par toutes ses structures, dans le fonctionnement du capital.

Ce n'est pas le syndicat qui a changé, c'est le système qui l'a produit et qui a exigé dès lors la dissolution (éventuellement sous forme de marginalisation) ou l'intégration totale. Le changement, c'est la maturité du capitalisme, l'ouverture d'une période où le prolétariat ne peut plus tolérer d'autre activité que son émancipation, et où toute séparation entre lutte quotidienne et lutte historique se démontre être opposée à la révolution de façon irréductible. L'achèvement du système capitaliste (sa mondialisation et la réponse prolétarienne correspondante) implique l'urgence et la possibilité, conjointes et permanentes, du communisme.

Ne sachant et ne pouvant répondre, ni à cette urgence, ni à cette possibilité, de par sa nature intrinsèque, le syndicat est devenu une structure intégrée au capital, contre la révolution.

D'une façon évidente aujourd'hui, le syndicat est la seule organisation de masse qui encadre les prolétaires. En puissance, en efficacité et même en nombre, elle n'est dépassée que par les Etats et en particulier le Parti-Etat stalinien.

Il découle de ce qui précède qu'il ne peut y avoir d'organisation révolutionnaire de masse en permanence aujourd'hui. Réciproquement, les organisations de masse permanentes sont contre la révolution. Cela correspond exactement à la situation du

syndicat dans cette période.

L'existence du syndicat de masse ne se perpétue pas par la simple volonté de ses adhérents seulement; surtout actuellement alors que les affectifs baissent en moyenne. Le maintien d'une telle structure se fait par l'aide de l'Etat, par l'utilisation des cotisations comme d'un revenu (placements immobiliers et autres), par l'obtention de monopoles d'embauche et d'autres rentes de la même veine. Le syndicat peut même créer et financer les partis travaillistes comme en Grande-Bretagne et en Suède. Enfin et c'est de loin la source la plus fructueuse du maintien du syndicat, il y a la syndicalisation obligatoire, qu'il s'agisse du syndicat du Parti-Etat ou du syndicat démocratique des pays comme la Suède, la RFA, les USA... Il y a aussi bien sur les subsides internationaux, le syndicat ne pouvant, pas plus que le capital, limiter son activité au cadre national. Ainsi les subsides passés et présents de la CIA à F.O et ceux du stalinisme (voir de l'islamique Khadafi) à la C.G.T ou à la N.U.M anglaise. Le syndicat dépend de l'Etat, financièrement et politiquement (monopole de la représentation des travailleurs); l'Etat dépend du syndicat pour assurer la paix sociale.

Le caractère massif du syndicat en fait un prolongement de l'Etat (prolongement qui existe déjà virtuellement) et l'affiliation obligatoire ou l'intégration dans le Parti-Etat en font, de vendeur de la force de travail, un acheteur de celle-ci, vivant de toute façon sur le dos des prolétaires, qu'il s'agisse de leurs cotisations, des subventions patronales ou étatiques (en "nature" même puisque le travail d'un délégué absent, pour "négociations" ou "information", est assuré par les travailleurs).

Pour prétendre défendre les travailleurs, le syndicat doit être le plus fort, le plus massif possible. Plus il est fort et massif, plus il est évident qu'il ne défend que les intérêts du système, plus les prolétaires sont portés à s'y affronter ou tout au moins à le déborder, pour s'attaquer à leur condition.

C'est particulièrement net là où le syndicat est imposé et donc rapidement suspect de collusion avec le "pouvoir". Cependant, cela ne signifie pas forcément le rejet du syndicat mais bien souvent seulement la recherche d'un syndicat moins

massif, ou supposé plus "dynamique", indépendant - tout au moins dans un premier temps - du pouvoir en place. Cela dépend de l'ampleur de la lutte et de son intensité, ainsi que des positions des minorités les plus écoutées dans la classe, etc, comme on a pu le voir en Pologne, avec le K.O.R et Solidarnosc.

Généralement le résultat ne se fait pas attendre et le syndicat nouveau devient simplement un autre rouage du capitalisme. Tant qu'il ne remet pas en cause les bases de ce système, tout organisme finit pas s'y intégrer.

De cette remise en cause nécessaire et recherchée par les prolétaires, est issue la conception du syndicat révolutionnaire, ou du syndicat rouge lorsqu'il est soumis à un parti "marxiste". Le second cas offre peu d'intérêt puisqu'alors il s'agit simplement de protéger la pureté du parti des prolétaires "trade-unionistes" par un écran syndical. La séparation est totale et aujourd'hui il s'agit simplement d'un syndicat de masse ... sans adhérents.

Le syndicat révolutionnaire quant à lui, propose la lutte ouverte et sans trêve quotidiennement jusqu'à la grève générale insurrectionnelle et l'organisation de la nouvelle société sur la base des cellules syndicales. Outre l'illusion démocratique qui irrigue toute la conception (le mythe de la grève générale identifiée à la révolution), le syndicat est censé préfigurer le communisme et doit simplement croître massivement dans la lutte jusqu'à englober toute la classe puis toute la société, ce qui en fait un Etat (même et surtout s'il s'agit de la conception anarchiste) Socialiste avant pendant et après la révolution, ce qui s'oppose à l'être du prolétariat, dépossédé de tout (et donc d'un Etat!), et au communisme, destruction des classes et de tout Etat.

Malgré la tentative de lutte unifiante et unitaire du syndicat révolutionnaire, son programme réel et donc sa pratique réelle, même si ses statuts comportent l'abolition du salariat, ne peut dépasser les limites de l'activité du prolétariat. En effet, sa vocation unitaire et démocratique lui fait tendre à regrouper l'ensemble des prolétaires en permanence. Ce qui est alors baptisé apolitisme n'est en fait qu'une faible discrimination politique des adhérents. Si la CNT a pu paraître révolu-

tionnaire, c'est parce que le prolétariat agissait révolutionnairement en Espagne et que le cadre anarchiste était assez souple pour permettre à tous d'y agir... jusqu'aux moments cruciaux : frein à la prise du pouvoir en 1936, capitulation devant le stalinisme en 1937 (en 1934, lors de l'insurrection d'Asturies, les prolétaires ne suivirent pas la CNT en Catalogne, par défiance pour sa politique putschiste précédente). En revanche le rôle révolutionnaire de la CGT s'achève avant la première guerre mondiale car le prolétariat a été vaincu en France; la violente répression (millerandiste et clémenciste) réduit la CGT à ses membres les plus radicaux, mais qui ne peuvent plus prétendre à rien et le syndicat s'enfonce dans une grave crise juste avant la guerre. Alors, ou il maintenait les positions de fond, communistes, et se transformait en organe contre le courant, ou il suivait le courant, restant "avec les masses", pour pouvoir à nouveau prétendre organiser le communisme mais abandonnant en fait totalement ce but.

Il est à noter que l'exemple de la CNT a une valeur générale. Quelque soit la valeur et la combativité du syndicat, l'activité du prolétariat n'a jamais pu se structurer dans ni par celui-ci. A chaque manifestation de crise sociale aigüe, le prolétariat agit en-dehors du syndicat et crée ses structures propres pour agir souverainement contre la société existante. Qu'il s'agisse de soviets, de comité-gouvernements (Espagne), de cordons industriels (Chili), ou de MKZ (Pologne), les prolétaires ont inventé des organismes qui se sont tôt ou tard trouvés face au syndicat (toutes tendances confondues !) qui a du les affronter et les vaincre avec ou sans armes, comme l'atteste la formation de Solidarnosc par exemple. La naissance de Solidarnosc, portée par une vague de luttes ouvrières, a signifié immédiatement un pas en arrière du mouvement, puis sa défaite. Cette orientation a pu se juger sans attente lorsqu'en France, par exemple, F.O, la CFDT, la CFTC, ont reconnu Solidarnosc avec soulagement, comme le représentant des travailleurs polonais. La collusion évidente, dès sa naissance, avec l'Eglise et des syndicats oeuvrant depuis longtemps contre le prolétariat, en dit long sur l'impossibilité de création d'un syndicat qui ne soit pas intégré au Capital.

La plus grande réussite pour le capital, dans la formation du syndicat en Pologne, a consisté en un simulacre d'internationalisme, c'est-à-dire ni plus ni

moins, dans la réalité, que l'enfermement des prolétaires dans leur spécificité polonaise, demandant et obtenant l'empressée et étouffante "solidarité" des syndicats occidentaux. Rapidement, la lutte de classe en Pologne a été représentée, mise en images, par les médias, comme la lutte pour la démocratie occidentale; Solidarnosc n'a par ailleurs jamais caractérisé la Pologne comme un pays capitaliste et s'est bien gardé de préparer une contre-offensive en vue des préparatifs du coup d'état qui s'annonçait.

Ainsi le syndicat, quelque soit sa forme, quelqu'aspect que l'on en envisage, se retrouve toujours finalement contre la révolution, contre le prolétariat. Bien sur si l'on s'en tient aux syndicats les plus puissants des pays occidentaux ou des Parti-Etats, cela peut paraître évident. Cependant ils s'appuient sur un prestige qui n'est pas totalement mort et ils sont le résultat de situations qui peuvent se produire de nouveau. Il est d'autant plus nécessaire de montrer qu'ils sont nos ennemis pour des raisons historiques et définitives (qui ne finiront qu'avec le capitalisme) et non pas superficielles (bureaucratie, inféodation à un parti, divisions, etc). C'est aussi et surtout pour combattre ceux qui naissent aujourd'hui un peu partout dans le monde, ou dont l'histoire plus récente les auréole de la gloire des prolétaires en lutte en Pologne, en Afrique du Sud, en Bolivie, etc.

En Afrique du Sud, la N.U.M se comporte exactement comme son homologue britannique et son leader Cyril Ramaphosa n'a rien à envier à Arthur Scargill, auquel

il est relié par Moscou via l'ANC et l'internationale syndicale à laquelle appartiennent la NUM du Royaume-Uni ainsi que la CGT française, et dont le siège est à Varsovie. La NUM, qui n'a que quelques années d'existence, a déjà réussi à produire un leader à la hauteur des exigences syndicales modernes. En Septembre 85 il a obtenu de justesse la transformation d'une grève générale offensive en "grève de riposte si les patrons utilisent la violence et l'intimidation contre les travailleurs"... ce qui fut fait très durement et empêcha bien sur la grève !

C'est pourquoi nous appelons à lutter en-dehors et contre les syndicats, sachant pertinemment qu'ils ne sont pas réformables mais qu'au contraire il faut les détruire et qu'il ne saurait y avoir de perspective révolutionnaire ample aujourd'hui tant que les prolétaires ne s'affronteront pas directement au syndicat.

Que la NUM d'Afrique du Sud ou du Royaume-Uni mène de dures grèves de mineurs, que la CGT s'affronte à la police, ou que Solidarnosc s'organise dans la clandestinité, nous savons qu'ils sont nos ennemis, qu'ils ont mené ou essaieront de mener le prolétariat à la défaite et lutteront de toutes leurs forces contre la révolution, la fin du prolétariat et de toute exploitation. Ils ne savent pas encore qu'ils ont déjà perdu ce combat, la révolution le leur apprendra !

(1) Sur le réformisme, voir Alarme n°15 "Lexique de la truanderie contemporaine comparé au révolutionnaire."

Guerre et défaitisme révolutionnaire

La seconde guerre mondiale a pu éclater après l'écrasement du prolétariat, après vingt années de luttes internationales pour faire triompher le communisme, dont la perspective avait été ouverte en Octobre 1917.

La guerre, si elle a été et reste une solution aux crises économiques, est surtout un instrument d'anéantissement physique du prolétariat, c'est-à dire élimination non plus de richesse mais de potentiel de plus-value, de la source même de toute richesse. En même temps elle présuppose (à tort parfois, mais en général à raison) l'anéantissement de toute organisation ouvrière ou sa liquidation dans et par la guerre.

Aussi la guerre ne peut s'expliquer sans l'action déterminante des organismes anti-ouvriers ayant l'influence la plus forte sur les prolétaires après leurs défaites, conclues de la même façon que les batailles : en ordre dispersé.

En effet s'il est vrai qu'une révolution n'est que rarement vaincue par ses ennemis déclarés, mais bien plus souvent par ceux agissant en son nom, il est vrai aussi que les prolétaires n'acceptent facilement la guerre que si ceux qui agissent en son nom, et qu'ils reconnaissent ou repoussent, mais confusément, appellent à la défense nationale.

L'une des plus importantes questions de cette guerre est de comprendre comment les prolétaires ont pu être amenés sur les champs de bataille du côté hitlérien, fasciste, comme du côté stalinien, démocrate. La guerre étant un produit spontané de toute société divisée en classes, il est évident que le conflit entre trois grandes puissances, dans un monde capitaliste, c'est-à dire où la division en classes et l'exploitation sont plus marquées que jamais dans l'histoire et où ces relations sont mondiales, ne peut qu'entraîner la mondialisation réelle du conflit.

Par parenthèse, les guerres actuelles peuvent être considérées comme conflits virtuellement mondiaux, eu égard à l'imbrication des relations capitalistes mondiales et à la participation de troupes en provenance du monde entier (10 armées nationales au Liban par exemple, en 1984). Néanmoins, le monde entier ne se retrouve pas encore en un gigantesque champ de bataille où s'affrontent directement les plus grandes puissances du temps et leurs vassaux.

Le facteur nécessaire, bien qu'insuffisant à la mobilisation populaire, c'est-à dire à la dissolution du prolétariat, en vue d'un conflit armé, a indubitablement été le stalinisme. Dictateurs des contrées qui avaient connu les révolutions et contre-révolutions les plus puissantes, Hitler et Staline ne pouvaient engendrer, au cours de leurs amours tumultueuses, que la barbarie la plus profonde. Il est à noter que Hitler, produit d'une contre-révolution plus faible (bien que plus spectaculaire et plus connue pour ses massacres) n'a pas survécu à Staline, produit et acteur de la contre-révolution la plus silencieuse, la plus occultée et la plus violente que l'histoire ait jamais connue. La profondeur de la contre-révolution stalinienne est en proportion directe de la profondeur de l'assaut prolétarien d'Octobre 17.

De 1933 à 1945, Staline s'est allié deux fois à Hitler, la 1^{ère} fois en déclarant "ennemi du prolétariat" ceux qui s'opposaient à l'élection de ce dernier (malgré les assassinats de militants du KPD par les SA) et en bloquant, avec la direction du KPD, la poussée de la base du parti vers la grève générale contre Hitler. La confiance en Staline et en la Russie "Socialiste", c'est-à dire la confusion ouvrière régnant en Allemagne par la contre-révolution, livrèrent pieds et poings liés les prolétaires allemands à la dictature national-"socialiste" pour mener une politique d'armement massif et de grands travaux, comme solution à la crise économique.

Malgré les distances prises lors de la création des Fronts Populaires, de l'écrasement des révolutionnaires en Espagne et de leur musellement en France, Staline est revenu chercher l'alliance de Hitler après avoir fait des avances aux démocraties pour qu'elles commercent plus sérieusement avec la Russie.

L'alliance conclue lors du pacte germano-russe signifiait le champ libre aux capitalistes allemands pour mener la guerre, à laquelle ils s'étaient préparés si ardemment, dans la mesure où elle les sauvait de la banqueroute si ce n'est du prolétariat. La conclusion pratique en était le dépeçage de la Pologne et l'invasion des états Baltés, la Finlande étant seule en mesure de repousser l'armée "rouge", impréparée et décapitée par les purges de 1936-1938. La Russie agissait là pour la première fois depuis Nicolas II en tant qu'impérialisme de stature mondiale, juste complément de son activité précédente en Espagne, où sa police politique et ses troupes avaient affronté les révolutionnaires et étranglé la révolution, pour la plus grande gloire de la République et le profit de Franco.

La campagne de Pologne fut illustrée par deux hauts faits d'armes : les chars d'assaut allemands réussirent à vaincre les cavaliers polonais ; l'armée russe réussit à assassiner plusieurs milliers d'officiers polonais venus se mettre sous ses ordres (Katyn).

La guerre se généralisa rapidement, offrant aux belligérants une issue, désirée ou non, **conforme aux** intérêts et aux possibilités du capital. Le cas de la France montre que les couches dirigeantes n'espéraient rien tant que la dictature hitlérienne, pour plusieurs raisons. Tout d'abord le Front Populaire leur avait fait peur : peur de l'éviction des propriétaires bourgeois par la propriété d'Etat ; et surtout ils avaient eu peur du prolétariat qui s'était manifesté plus ou moins explicitement en 1936. Enfin, le patriotisme de 1914 était pour l'instant bien mort, malgré tous les efforts de Blum, et si l'on devait faire la guerre avec des troupes peu sûres, autant la perdre, et vite, avant qu'elles ne se lassent de la situation. En attendant de la perdre, les généraux français durent donc ne pas faire la guerre, et l'effort essentiel fut de soutenir le moral des troupes, plus nombreuses et mieux armées que les troupes allemandes en 1939, afin de ne pas heurter les sentiments pacifistes, sinon défaitistes qui animaient les prolétaires sur le front (qui allait bientôt devenir l'arrière).

Ce sentiment pacifiste se manifesta d'ailleurs très simplement après la raclée militaire de Mai-Juin 1940 (6 semaines!). Le boucher (côté français) gateux de Verdun se présenta pour signer en tremblotant un traité de paix dont aucune bourgeoisie nationale en place n'aurait voulu tant il était humiliant et tout le peuple français hurla Vive Pétain! puisque c'était Vive la Paix !

Les couillons, ce furent les deux millions de prolétaires prisonniers, bons pour le travail dans les usines, scieries, champs, etc, en camps de travail. La bourgeoisie française, en s'effaçant devant le hitlérisme, montrait qu'elle avait au moins compris que la Nation n'existait plus.

A noter que l'appel TSF de Londres, d'un jeune général, moins bête alors que plus tard, De Gaulle, le futur "Père-la-chienlit" de 1968, passait dans l'indifférence la plus totale. Ce n'est qu'à partir de 1944-1945 que des centaines de milliers de gens prétendirent l'avoir écouté. Tant Marx avait raison de dire que le monde moderne crée plus de mythes en un jour que l'Antiquité en plusieurs siècles ! Pour une Jeanne d'Arc au XV^e siècle, il y eut 100 000 citoyens à écouter De Gaulle et non seulement on ne les brûla pas comme de fieffés menteurs mais ils furent décorés !

De Résistance en France à ce moment, point. Les staliniens, pris par l'alliance avec Hitler (la "base" elle, resta en pratique divisée et une partie s'en tint, dans les faits à l'anti-fascisme tout aussi écoeurant et anti-ouvrier) appelèrent timidement au défaitisme contre-révolutionnaire, brillamment illustré par Thorez qui déserta... pour rejoindre Staline. Bien évidemment il n'y eut jamais d'appel du P"C" au défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire d'essai d'organisation de fraternisation des troupes, et de révolte contre les dirigeants, les officiers de son propre pays, ni d'appels, dans les deux camps, à la grève et à l'insubordination dans tous les domaines.

La IV^e Internationale bascula à ce moment là, dans l'ensemble, dans la défense nationale, et parmi ceux qui ne le firent pas en 1939, nombreux ceux qui le firent en 1941. Quelques rares groupes trotskystes, en Grèce (Lukas), au Mexique (Munis), en France (J. Costa, Bartat, le groupe "Arbeiter und Soldaten) refusèrent la défense nationale.

Ils restaient trotskystes, et donc tout en considérant l'URRS comme un Etat ouvrier dégénéré, ils firent passer l'internationalisme prolétarien avant le soutien à l'URRS.

En Europe, la Gauche Communiste, issue de la Fraction Abstentionniste d'Italie, sut ne pas capituler et maintint avec courage et obstination, dans cette sombre période, le principe communiste d'internationalisme prolétarien et de défaitisme révolutionnaire.

Les staliniens, après la défaite de 1940, pactisèrent en fait avec les autorités, tant pétainistes que hitlériennes, et l'"Humanité" continua régulièrement d'être publié. Certes, il y eu d'assez graves problèmes avec les occupants mais en fait le P"C" ne broncha pas, toujours à cause du pacte germano-russe et des consignes de Staline.

Celui-ci était totalement persuadé que jamais l'armée allemande n'attaquerait la Russie, en dépit de tout "bon sens" et des innombrables sources d'information confirmant de manière indépendante l'organisation d'une grande offensive à l'Est, dès 1940. On sait qu'il y eu plus de 80 sources de cet ordre et il est connu que Staline n'accepta de réaliser l'offensive qu'une fois la Wermacht presque aux portes de Moscou. En fait cette attitude n'est pas si aberrante qu'on veut bien le dire, et la suite a démontré que c'était plutôt l'ouverture d'un front à l'Est qui était une erreur militaire. Cependant les nécessités-mêmes de la guerre et de l'expansion capitaliste qu'elle entraînait en Allemagne, impliquaient la ruée sur des territoires riches en produits alimentaires (Ukraine) en matières premières (pétrole de Bakou) ou en produits industriels (rails, wagons, etc) et surtout en main d'oeuvre à très bon marché.

Si Staline s'est fait tromper, c'est qu'il ne voyait pas pourquoi Hitler ne s'associerait-il pas avec lui pour longtemps afin de faire un co-développement capitaliste. Il se basait pour cela sur la compatibilité totale entre les deux régimes politiques et sur l'orientation allemande, très poussée, vers la concentration du capital dans les mains de l'Etat, presque identifié au parti National-"Socialiste". Ce que le génial petit père des peuples n'avait pas prévu, c'est que les ressources de la Russie exciteraient les capitalistes allemands et qu'en particulier, ils avaient adopté comme devise "Notre meilleur capital, c'est l'homme", formule lapidaire qu'il avait énoncée et qui prenait tout son sens, une fois accolée au plus célèbre "le travail rend libre". Il suffisait de savoir que l'homme-capital libère du capital, de même qu'il libère de la sueur et de l'énergie en travaillant.

Le résultat du génial Staline, tant vanté par Aragon, fut que cette offensive allemande alla jusqu'à Stalingrad (2500 Km de percée !) mais nous y reviendrons plus loin.

Avec l'attaque à l'Est, débute la Résistance. Le P"C"F avait enfin un motif valable de refuser l'occupation allemande, et de satisfaire sa base, longuement éduquée à l'anti-fascisme et au Front Populaire anti-communiste, et qui réclamait de l'"action". L'attaque justifiait la défense de la "patrie des travailleurs" et la "libération du sol national" dans un élan d'union sacrée qui aujourd'hui encore, fait taire tous les hommes de droite devant le P"C".

Dans la foulée la IV^e Internationale jetait définitivement aux orties l'internationalisme prolétarien et prenait fait et cause pour la Russie, se condamnant et condamnant ses militants à être à la traîne du stalinisme jusqu'à ne plus être que son filet rabatteur dans la même activité contre la révolution. D'innombrables militants trotskystes furent fusillés par les staliniens dans les maquis (et à la fin de la guerre) en récompense des services rendus à la Russie, et les trotskystes n'en continuent pas moins à défendre inconditionnellement la Russie...la souplesse de l'"Etat ouvrier dégénéré" est sans limite, ayant subi des "déformations bureaucratiques" en tout sens (un peu plus ou un peu moins d'étatisation) depuis lors.

Toujours est-il que l'avancée victorieuse des troupes allemandes ne pouvait se faire sans grands risques (coupure des lignes de communication) sur les immensités russes ou sahariennes. De plus l'effort de guerre impliquait un effort industriel sans précédent et donc une mobilisation massive de la main d'oeuvre sur les territoires dominés politi-

quement. Déjà l'utilisation des prisonniers de guerre ne suffisait plus. Aussi les populations civiles furent-elles déplacées, (déportées) vers des centres industriels d'Allemagne, ou vers les emplacements des centres à construire. Les populations visées en premier lieu furent la population allemande, puis slave et principalement russe et parmi eux tous la population juive. Ensuite les pays occidentaux occupés connurent le Service du Travail Obligatoire (STO) doublé d'un service du travail pour les volontaires, attirant des travailleurs en Allemagne, généralement qualifiés, par de hauts salaires et des avantages de nature diverse. La population laborieuse d'Allemagne fut alors soit sous régime policier, soit en camp de travail, reproduisant de façon moderne les conditions de l'accumulation capitaliste du début du XIX^e siècle avec une sauvagerie accrue, bien que dépassée depuis : salaire réduit au minimum impliquant la mort d'épuisement après utilisation maximum de la force du travailleur, augmentation de la plus-value extraite à la fois par l'allongement de la journée de travail et par l'intensification de la productivité.

Le maximum de plus-value pour le minimum de salaire : la guerre ne met pas en parenthèses le fonctionnement du capitalisme ; au contraire elle l'exalte et le met à nu. Concurrence mortelle entre exploités, destruction massive de capital y compris et surtout sous forme humaine (potentiel de richesse), utilisation au maximum de productivité du capital restant : les horreurs de la guerre sont contenues dans le fonctionnement normal du capitalisme.

La concurrence entre impérialismes rivaux signifiait aussi la guerre pour le pétrole et les puits de Bakou ou du Moyen-Orient. Des forces considérables furent jetées dans la balance par les empires disposant d'importantes bases loin de leur métropole, ce qui n'était le cas ni de l'Allemagne, ni du Japon. En effet, seules la Russie et la Grande-Bretagne (avec un croupion français) étaient en mesure de le faire et purent ainsi arrêter l'avance des troupes allemandes à Stalingrad et à El Alamein.

Si le lieu de la bataille d'El Alamein s'explique par la course au pétrole entre impérialismes rivaux, en revanche, Stalingrad se trouve hors de la route de Bakou et est enfoncé de 2500 Kilomètres dans le territoire russe à partir de l'Ouest, où a attaqué le Reich. Si les troupes allemandes ont pu pénétrer si loin sur le "territoire sacré de la Patrie 'Soviétique', russe", c'est que par dizaines, voir par centaines de milliers, les soldats russes se sont rendus sur leur propre territoire, à des troupes d'invasion. Les populations civiles ont accueilli Hitler en libérateur et les soldats ont pratiqué le défaitisme plutôt que de défendre le "socialisme" ! Preuve éloquente entre mille autres de ce que la classe ouvrière et les paysans ont subi pendant la période d'accumulation gigantesque de capital, qui va en Russie de 1921-23 à la guerre, sous la botte policière et sanguinaire de la contre-révolution la plus puissante de l'histoire, à l'échelle de la révolution et des révolutionnaires qu'elle a su vaincre. Les prolétaires russes, en se rendant à l'ennemi, prouvèrent que le stalinisme avait su briser toute volonté révolutionnaire, qu'il était haï de la population et que les prolétaires essayaient comme ils le pouvaient, de profiter (croyaient-ils !) de l'ébranlement du pouvoir provoqué par la percée de la Wehrmacht.

Si l'on compare la Russie de la 1^{ère} et de la 2^{ème} guerre mondiale, on trouvera tout d'abord une analogie assez forte : un prolétariat qui a cru en nombre, mais tout aussi miséreux, exploité et concentré, et une paysannerie qui est toujours la plus grosse part de la population, qui possède des terres (microfonds) et est salariée en même temps, et qui a plus souffert en 20 ans qu'en 2 siècles de tsarisme. Mais on s'aperçoit en fait qu'entre les deux 'avant-guerres' la situation sociale est bien différente. Sous le capitalisme d'Etat, peu à peu, la classe ouvrière s'est tue. Plus de luttés, plus la moindre organisation, plus la moindre idée ou information. Il n'y a plus rien de ce qui constitue l'expérience vivante du prolétariat, sa vie-même. La coupure avec la révolution et le communisme est telle que pour les jeunes prolétaires, qui n'ont pas connu la révolution ni même son souffle, ces deux mots sont irrémédiablement associées au stalinisme, la forme la plus brutale de la tyrannie du capital.

Aussi, les soldats les plus déterminés contre le régime ne purent-ils qu'osciller entre défaitisme révolutionnaire et défaite pour finir par se regrouper autour d'un

officier, Vlassov, qui essayait de mettre sur pied une armée pour renverser Staline, lutter contre Hitler et instaurer... la démocratie. Il proposa ce plan aux USA, qui le refusèrent, faisant confiance à Staline pour sa capacité à mobiliser les énormes troupes dont eux-mêmes sentaient le besoin. Ils contraignirent ainsi Vlassov à l'alliance avec l'Allemagne et c'est pourquoi la moitié des troupes de Paulus, à Stalingrad, furent russes, associées aux troupes allemandes.

Hormis le caractéristique épisode Vlassov, les managers du Parti-Etat n'oublièrent pas que des centaines de milliers de prolétaires avaient préféré se rendre sans combattre plutôt que de périr pour la patrie, même "socialiste". Même de cette façon, les prolétaires russes signifiaient au monde qu'en Russie, il n'y avait plus rien qui valut la peine d'être défendu!

Le résultat fut que jamais Staline n'accepta d'échanger de prisonniers et que ceux-ci libérés, ils furent tous déportés y compris ceux libérés par les américains, qu'Eisenhower s'empressa de renvoyer à Staline, son indéfectible allié.

Le pouvoir stalinien ne colmata l'hémorragie de troupes que lorsqu'il réfléchit au problème : avoir beaucoup de soldats signifiait avoir la paysannerie, proprement martyrisée par le petit père des peuples. Pour les martyrs, s'adresser à l'Eglise. L'alliance fut scellée et en gage de bonne volonté on baptisa l'opération "Grande Guerre Patriotique", appellation jamais révisée depuis puisqu'ouvertement capitaliste. Même pour la forme, on ne l'appela jamais "socialiste" (C'est cette alliance-là qui rendit Staline si sûr et isola Vlassov).

"Jadis, le sacrifice d'un enfant était un rite mystérieux du culte de Moloch, mais il n'était pratiqué qu'en des occasions particulièrement solennelles, peut-être une fois par an, et puis Moloch n'avait pas une prédilection particulière pour les enfants des pauvres."

K.Marx. Adresse inaugurale à l'AIT

Le Capital, et particulièrement dans sa forme militaro-industrielle, a un besoin immense de sang et de chair, jeune et vigoureuse. L'énorme effort du capital concentré en Allemagne, pour la suprématie mondiale, s'est donc concrétisé par un pompage de la main l'oeuvre de plus en plus important vers les centres où le capital était le plus concentré. D'où l'instauration du STO dans les territoires occupés. En France, cette mesure détermina des centaines de jeunes prolétaires à la fuite dans le maquis ou au sabotage de la production. Ces tentatives primaires de résistance étaient un mélange de deux composants. L'un, national, patriotique, capitaliste; l'autre, ouvrier, internationaliste. Les forces organisées qui pouvaient structurer ce refus étaient surtout le P"CC", quelques gaullistes et les trotskystes, qui eux, avaient jusqu'à la guerre incarné d'une certaine façon l'internationalisme. Toutes ces forces oeuvrèrent dans la même direction, c'est-à-dire briser le timide potentiel ouvrier qui était apparu là et le canaliser, de force le cas échéant, vers la défense nationale. Le P"CC", en isolant les immigrés révoltés dans des unités spécialisées où des militants sûrs encadraient de tout jeunes gens, déforma et détruisit systématiquement tout germe de lutte anti-capitaliste et tout travail internationaliste, jusqu'à faire de ces groupes des fanatiques anti-allemands, négation totale et sinistre de l'internationalisme prolétarien. Les MOI-FTP du groupe Manouchian et autres, furent récompensés de leur fidélité au P"CC" selon son habitude : ils furent usés jusqu'à la corde puis abandonnés (ou livrés ?) à l'ennemi du jour, permettant ainsi aux staliniens d'exhiber quelques héros bleu-blanc-rouge pur porc à la "libération".

Le prolongement de la guerre, les revers des forces de l'Axe, qui laissaient présager le retour de la paix capitaliste, favorisa le mécontentement dans les pays occupés mais aussi en Allemagne-même de la part de la population, qui endurait de dures privations et dont les enfants mourraient toujours plus nombreux. Ces disparitions s'additionnent d'ailleurs toujours en une somme de héros, tant le capital est capable de transgresser les lois arithmétiques pour ses besoins, additionnant ce qu'il faudrait soustraire et soustrayant ce que l'on penserait devoir additionner (qu'il s'agisse des souffrances des "héros" ou d'un bulletin de salaire.).

Que les Alliés l'aient su ou non, peu importe. Toujours est-il que dans la même logique de destruction ils bombardèrent les quartiers les plus peuplés des villes industrielles. Hambourg, Cologne, Dresde, Düsseldorf flambèrent et aucun propagandiste mernenaire n'a songé à comptabiliser ces centaines de milliers de cadavres "civils" comme des héros. Pourtant ces morts comptaient double : il s'agissait de détruire des créateurs de capital excédentaire et des négateurs potentiels de capital. Il en sera de même au Japon, qui sera terrorisé, dans la crainte que ne se répètent les conditions de 1917-18 dans les pays vaincus.

Avec l'avancée des Alliés, les buts politiques précis des vainqueurs sont apparus. D'une part, pour les USA, un arrosage fantastique de dollars, d'hommes, de matériel, bref le début d'une véritable O.P.A sur l'Europe et l'économie mondiale. D'autre part, pour la Russie, la conquête territoriale, la mise au pas et à sac de ses futurs satellites. Le ton fut donné à Varsovie lorsque l'Armée "Rouge" laissa se faire massacrer sous ses yeux les insurgés, avant de pénétrer dans la ville rasée et abandonnée par les allemands. L'insurrection nationaliste de Varsovie n'était pas directement menée par le P"C", il y avait donc intérêt à laisser massacrer les opposants qui en même temps obligeaient l'armée ennemie à quitter le terrain.

L'entrée de l'armée "rouge" en Allemagne fut une grandiose démonstration de son caractère libérateur ; en deux mots ce ne furent que pillage et viol. Ce mode particulier de "libération des peuples" représentait la libération d'une tension terrible accumulée en Russie, dont le pouvoir n'avait tenu que grâce à l'ignominie de l'envahisseur, qui avait réussi à être pire que Staline et grâce aux USA qui avaient acheté au prix fort les vingt millions de prolétaires et paysans russes qui étaient allés mourir sans trop broncher.

A peine la terreur militaire inhérente à la guerre s'était-elle estompée que des violents conflits sociaux éclataient ; plus ou moins confus, parfois manipulés par les staliniens mais parfois dirigés aussi contre eux (comme en Grèce), ils ne furent matés que par l'étroite association du stalinisme et des USA ou de ses satellites. Un des cas les plus célèbres fut la Commune de Hanoï, dirigée par un trotskyste, Ta-Tou-Taï, qui fut désarmée et livrée à l'armée française par Ho-Chi-Minh, l'ignoble hochet des gauchistes de tout poil deux décennies après.

Les quelques actes internationalistes de la période d'occupation furent sciemment occultés. Entre autres, la fraternisation et l'édition d'un bulletin commun "contre la bourgeoisie, allemande ou française" par un groupe d'ouvriers et de soldats allemands, en Bretagne : "Arbeiter und Soldaten". Malgré des faiblesses et des illusions trotskystes sur la Russie, contrairement avec la haine de "la bureaucratie parasite", cette activité authentiquement internationaliste et défaitiste révolutionnaire montre le type d'action communiste réalisable, passant totalement à côté de la fausse alternative Résistance/Collaboration.

Le groupe de J. Costa, fondé à Angers, défendit aussi l'internationalisme et le défaitisme révolutionnaire. Composé essentiellement de rescapés de la Révolution espagnole ayant refusé de lutter pour la France, contre le fascisme, en échange d'une levée d'emprisonnement, il dut lutter contre les staliniens espagnols ou français. Ce groupe refusa l'entrée dans la Résistance nationale, se déclarant pour les méthodes d'action ouvrières comme la grève à condition qu'il soit explicitement exprimé que la nationalité des patrons n'avait aucune importance et que les prolétaires n'avaient pas de patrie.

Ces quelques exemples, parmi d'autres, de défaitisme révolutionnaire, soulignent la continuité et la validité actuelle de ce principe.

Même dans les pires conditions, il doit être inébranlablement maintenu. Même terriblement minoritaire, il peut être pratiqué, à l'échelle où l'on se trouve, et se manifester concrètement.

Il doit d'autant plus être affirmé aujourd'hui que le monde marchand est toujours moins dissociable, toujours plus unifié et que la concurrence capitaliste signifie des guerres impérialistes en permanence. L'absence de séparation fondamentale entre paix et guerre capitalistes implique que le défaitisme révolutionnaire est à l'ordre du jour, et doit être pratiqué contre "sa" propre économie "nationale", qu'elle soit militaire ou non, préventivement à tout conflit.

Deux vérifications négatives

(CRISE DE SURPRODUCTION ET GUERRE-RECONSTRUCTION-GUERRE)

"Rien de plus fastidieux ni de plus aride que le lieu commun en délire".

Marx.

Il y a 20 ans que des groupes de divers origine et modulation théorique se complaisent à parler d'une crise de surproduction capitaliste, selon eux existante, et d'un cycle supposé guerre--reconstruction--guerre, vital pour le capitalisme, et inexorable sans coupure préalable par la révolution. Ils voient la crise et le cycle liés comme cause et effet, les deux en même temps, la première par son existence, le second par sa menace ou par ses commotions sociales, comme très propices et même indispensables à l'insurrection révolutionnaire du prolétariat. C'est leur façon et manière de se montrer matérialistes, avec leur désir dialectique et -qui non ?- marxistes. Ils s'enthousiasment pour cela jusque dans leurs dernières publications aux dernières heures de l'année 1985. Il n'y a pas une seule exception parmi toutes les tendances qui se prétendent tant bien que mal d'esprit révolutionnaire. Il convient de le dire avec une plus grande précision pour éviter les confusions. La queue leu leu de ceux qui signalent la crise de surproduction et le cycle guerrier, va depuis l'actuelle faribole trotskiste jusqu'aux imbus de soi théorisants bordiguistes de la chute du taux de profit, vision économiste à outrance de la crise et de la motivation révolutionnaire (Programme Communiste-Le Proletaire) en passant par le dit Courant Communiste International (Révolution Internatioanle etc.), le Partito Comunista Internazionalista (Battaglia, Prometeo) et quelques autres groupes détachés des uns ou des autres dont l'existence est presque toujours éphémère.

Depuis leurs premières assertions, le Ferment Ouvrier Révolutionnaire, leur a donné à tous sans exception, un démenti claquant, tant dans ses textes d'organisation que dans des articles signés par ses militants. L'heure des vérifications a sonné. Commentons par reconfirmer :

- 1° - Il n'existe pas et il n'a pas existé dans les dernières décennies de crise capitaliste de surproduction.
- 2° - Le cycle supposé guerre--reconstruction--guerre, pire que faux, est une conception absurde, bien que la guerre soit inséparable du capitalisme et de tout système d'exploitation de l'homme.

En concept et en pratique capitaliste, la surproduction consiste et ne peut consister qu'en de grandes quantités de marchandises qui ne trouvent pas d'acheteurs. Il s'agit invariablement de marchandises en général, et non seulement de celles qui sont destinées directement à la consommation humaine. Aussi des matières premières, machines et équipement technique, du plus simple au plus complexe, et de toute utilisation. Le stockage même de ces marchandises est à perte, sans excepter celles qui ne se décomposent pas. Dans cet aspect, la crise de surproduction se caractérise invariablement par "la baisse ruineuse du prix des marchandises" et "la destruction de capital" (Marx). Le seul palliatif dont dispose le système dans un cas semblable, est de se défaire des marchandises à tout prix, en dessous des coûts. De sorte que la plus-value ou bénéfice du capital, non seulement ne se convertit pas en argent ou bénéfice comptant, mais en plus, la part de ces marchandises qui contient du capital investi dans le processus de travail, au lieu de se reconvertir en argent se perd partiellement, ou même complètement. La chute catastrophique des prix arrive au paroxysme à la Bourse des Valeurs, où on mesure jour après jour et vers le futur, et la faiblesse et la vitalité du capitalisme en général. De là la faillite de très solides entités transnationales de l'industrie, de la banque et du commerce, et dans l'activité économique restante, une coupure quantitative très sévère de la production. Enfin, les investissements de nouveau capital, ininterrompus dans des conditions normales, et accélérés quand on devine la reprise, disparaissent

jusqu'aux premiers indices de hausse des prix et de revigoration du marché tant national qu'international.

Ce qui est dit ci-dessus touche le capital en tant que système, quelque soit la façon dont se répartissent les dommages. Néanmoins, l'effet le plus dévastateur de la crise de surproduction concerne le prolétariat de chaque pays. Les licenciements d'ouvriers se multiplient. Semaine après semaine des dizaines de milliers de travailleurs sont jetés à la rue. La masse de chômeurs augmente continuellement, jusqu'au moment même où la crise touche le fond, et s'initie une nouvelle augmentation de la production. Pendant la crise des années 30, en Allemagne seulement il y avait plus de 10 millions d'ouvriers sans travail pour une population inférieure à celle d'aujourd'hui ; aux Etats-Unis plusieurs millions en plus, et ainsi plus ou moins proportionnellement dans les autres pays industrialisés. Le vagabondage, la mendicité, le "lumpen" prolétariat, abondaient en Europe et aux Etats-Unis. Malgré les industries de guerre, qui elles étaient en augmentation ininterrompue, la crise de surproduction continuait encore, bien qu'atténuée, lorsque les hostilités guerrières en 1939 éclatèrent.

Il était nécessaire de répéter, avec force de détail, ce qu'est une crise de surproduction, afin d'avoir une base pour apostropher ceux qui parlent ou ont parlé de son existence ces dernières années ou maintenant : vous les crisistes, en particulier ceux nommés au début, vous vous êtes trompés du tout au tout. Il n'y a pas et il n'y a pas eu de crise de surproduction. A aucun moment un des symptômes qui lui sont annexes n'a été présent. Ni perte de capital, ni faillite de grands monopoles, ni même suspension de la croissance du capital global, donc encore moins de marche en arrière caractéristique de la crise en question, ni non plus "de chute ruineuse des prix des marchandises". Bien au contraire, les prix et la cherté de la vie en général ont augmenté constamment, à tel point, que gouvernements, dirigistes et patronaux, considèrent comme un succès une légère réduction annuelle. Ceci étant, cette augmentation, donne par elle-même, la preuve décisive que la demande de marchandises, c'est-à-dire la vente, excède l'offre. Il est donc clair que la crise de surproduction est une invention phantasmagorique de ceux qui en parlent.

Et puisque ceux qui la mentionnent, sont de plus d'un étonnement exaspérant à force d'élémentarité, il faut les prendre sur leur terrain. De 1974 à 1981 le volume des transactions mondiales est passé de 75 mille millions de dollars à 150 mille millions. Depuis 1982, les cotations en Bourse ne cessent de monter, même avec une hausse "explosive de 50% en 1983". Le cours ascendant a été "continu depuis de longues années et d'une régularité impressionnante". Après avoir fait littéralement sauter le marché des valeurs allemand (plus de 50% d'augmentation depuis le début de cette année, de 100% pour certaines valeurs), le suédois et le néerlandais, est arrivé le tour de Paris, où l'horizon est au beau fixe "quelque soit le résultat électoral de 1986". Toutes les bourses mondiales sont orientées à la hausse. A Paris, le bilan mensuel grimpe à 16,5%. La semaine du 16 au 22 novembre, la bourse "faisait sauter toutes ses barrières". La même chose est advenue, avant qu'à Paris, dans les principales places financières mondiales. En somme, "la hausse frénétique de Wall-Street a galvanisé la Bourse". Et ainsi, 1000 millions de francs en actions françaises se négocient chaque jour à Paris. En comptant les obligations ce sont 6000 ou 7000 millions de francs qui sont négociés chaque jour. (1)

Plus que convaincante, la vérification négative est écrasante pour les crisistes de tout bord. Ils ont confondu un réajustement technique avec le désordre de la surproduction, et par conséquent, les licenciements causés par le premier, avec l'énorme masse humaine des sans-travail inséparable de la crise en question. Le chômage ouvrier de ces dernières années, dans chaque pays et mondialement considéré, n'est que la très connue armée industrielle de réserve, moment difficile d'adaptation aux nouvelles intimités de la relation, réaffirmée, capital-salariat. Soyons sûrs qu'une partie de celui-ci ne sera pas réabsorbée, pour aussi forte que soit la croissance économique à laquelle nous assistons.

(1) Ces références et d'autres non moins éloquentes, dans Le Monde des, 22, 23, 24, 26 et 29 novembre 1985

L'erreur des crisistes est d'autant plus grossière que leurs assertions vont à contre-sens de ce qui a été dit à ce sujet par les révolutionnaires à partir de Marx. Il leur aurait suffi de s'en tenir à ce qui est écrit dans Le Capital sur la question pour s'économiser une telle bêtise. Et ce n'est pas qu'ils méconnaissent les textes, c'est que leur matérialisme maladroit les a mené à interpréter comme présomptions de leur désir ardent de crise, ce qui de fait n'était qu'un simple résidu de la réorganisation industrielle. En plus de ce mirage fiévreux ils se sont mis dans la masse encéphalique un article de foi du même acabit mécaniciste : ils croient que l'ébranlement de la surproduction capitaliste est un des facteurs principal, ou même unique, de la lutte et de la conscience révolutionnaires du prolétariat. Car sinon, quelle motivation matérielle aurait la révolution ? C'est pour cela, s'entichant et s'enchaînant à un autre délire encore plus fort, qu'ils se sont persuadés que le système capitaliste, afin de se débarrasser de la crise, et plié sous ses énormes instruments de production, déchaîne la guerre afin de les détruire en grande partie, pour jouir ensuite d'une autre période de grandes affaires en reconstruisant ce qui a été détruit. C'est comme cela, aussi simpliste et grotesque que l'oeuf de Colon ! Là réside mise à nue, la qualité du matérialisme où tombe tête baissée les crisistes sans exception.

On reste stupéfait devant une telle sorte d'élucubrations, tant sont nombreux et manifestes les arguments et les faits qui rendent évidents leur délirante extravagance. Mais il suffit d'offrir le principal. Si la technologie a atteint, dans le domaine militaire, le degré d'habileté qu'on lui connaît, c'est parce que dans n'importe quel domaine de la production que l'on considère, elle assassine déjà dans l'actualité, homme et société. L'un et l'autre aspect se correspondent et s'inter-déterminent entre eux, et mettent l'humanité, prolétariat en tête, devant le plus péremptoire des dilemmes : ou la révolution communiste, ou bien, celle-ci faisant défaut, la lente dégénérescence de ce qui existe, à commencer par l'homo sapiens ; à moins que ce soit, d'un seul coup, la mort totale par la guerre mondiale impérialiste. C'est là où ressort le plus le comble de la caducité du système existant, car l'éclatement de la guerre entre les Blocs militaires anihilerait directement l'un et l'autre sans distinction, y compris les couches et classes exploiteuses et dirigeantes elles-mêmes. Ça n'a donc aucun sens, même du simple aspect formel et statistique, de parler d'un cycle guerre--reconstruction--guerre, ou pire encore, de le voir comme un projet délibéré de salut capitaliste. Les chefs de blocs et leurs sous-fifres eux-mêmes le disent ouvertement et pas seulement maintenant. Dans la récente entrevue Reagan-Gorgatchev, il a été dit sans ambages qu'une troisième guerre mondiale doit être évitée, parce qu'elle ne bénéficierait à personne. Le communiqué officiel de la rencontre dit : "les deux côtés conviennent qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et que jamais elle ne doit éclater". Et il insiste sur la nécessité d'empêcher toute guerre entre les deux puissances. Cela ne signifie pas bien sûr qu'elle ne puisse éclater, même s'ils ont beau ne pas en vouloir, mais que les assistants à la coterie de Genève s'efforceront de l'éviter, attisant en même temps cette forme de guerre impérialiste indirecte dont on connaît tant d'exemples, du Vietnam à l'Angola, Nicaragua ou Afganistan , plus autres Liban.

Bref, la seconde vérification négative est aussi concluante que la première. Et puisque les deux sont connectées, non dans les faits sociaux, on l'a vu, mais très étroitement dans les cogitations de ses postulants, il faut crier : Ferment Ouvrier Révolutionnaire a eu raison face à vous tous, crisistes et recourantistes.

La raison d'une telle justesse provient du fait que, contrairement aux crisistes, pour le FOR, la grande causalité matérielle de la révolution n'est pas et ne pourra pas être quelque chose de contingent, mais qu'elle est donnée par le système capitaliste comme un tout et par sa propre existence à notre époque, même dans le moins mauvais de ses fonctionnements, c'est-à-dire le meilleur pour lui. Et engendrée par cette causalité générale, il y en a une autre, non moins matérielle, la plus motivante et la plus pressante : la nécessité, qui est en même temps la possibilité, que le prolétariat

cesse d'être prolétariat. Cette deuxième causalité renforce et réhausse son importance parce qu'elle porte, à flanc de sa base objective, la subjectivité humaine en lutte pour transformer le monde en se transformant elle-même. Elle abrite donc la conscience révolutionnaire, dont l'expansion et la cristallisation en actes supprimera capital, classes, Etat.

Par conséquent, à chaque grand problème social, à chaque affrontement quotidien avec le système actuel, il faut préparer promptement la solution révolutionnaire, avec la plus grande clarté, loin des détours dilettantes. Naufrageront ceux qui ne se montreront pas capables de le faire.

Décembre 1985, G.Munis.

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANCAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis
 Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis
 Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis
 Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret
 Fausse trajectoire de Révolution Internationale
 Alarme spéciale organisation (n°13)
 Alarme collection complète par 10 numéros
 Pour un second manifeste communiste
 Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme

EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis
 Pro segundo manifiesto comunista
 Llamamiento y exhorto a la nueva generación
 Trayectoria quebrada de Revolución Internacional
 Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)
 Analisis de un vacío, cincuenta años despues, el trotskismo
 Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)
 El SWP y la guerra imperialista (1945)
 Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U

ITALIE - GRECE

Per un secondo manifesto comunista
 La gauche communiste en Grèce (1918-30)

*** **

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris.

N° COM. PAR: 61890